



HAL
open science

La “ modernité ” des sciences sociales soviétiques

Isabelle Gouarné, Olessia Kirtchik

► **To cite this version:**

Isabelle Gouarné, Olessia Kirtchik. La “ modernité ” des sciences sociales soviétiques. Revue d'histoire des sciences humaines, 2022, 40, pp.9-42. 10.4000/rhsh.6803 . hal-03901827

HAL Id: hal-03901827

<https://hal.science/hal-03901827>

Submitted on 17 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « modernité » des sciences sociales soviétiques

Héritage stalinien, circulations transnationales et ethos réformateur

Isabelle Gouarné et Olessia Kirtchik



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhsh/6803>

DOI : 10.4000/rhsh.6803

ISSN : 1963-1022

Éditeur

Éditions de la Sorbonne

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2022

Pagination : 9-42

ISBN : 979-10-351-0813-7

ISSN : 1622-468X

Ce document vous est offert par Université Paris Nanterre



Référence électronique

Isabelle Gouarné et Olessia Kirtchik, « La « modernité » des sciences sociales soviétiques », *Revue d'histoire des sciences humaines* [En ligne], 40 | 2022, mis en ligne le 20 juin 2022, consulté le 17 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rhsh/6803> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhsh.6803>



Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

La « modernité » des sciences sociales soviétiques

Héritage stalinien, circulations transnationales et ethos réformateur

Isabelle Gouarné

Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique
– Épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS), CNRS/Université de Picardie Jules-Verne

Olessia Kirtchik

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC),
EHESS/CNRS et Centre nantais de sociologie (CENS), Nantes Université/CNRS

Dans le prolongement du numéro que la *Revue d'histoire des sciences humaines* avait consacré à « la sociologie derrière le rideau de fer » en 2007¹, ce dossier propose de revisiter les sciences de l'homme en Union soviétique, en dehors des clichés simplificateurs, hérités des luttes idéologiques de la guerre froide (Est/Ouest, idéologie/sciences, société fermée/ouverte, etc.) et réactivés dans la période post-socialiste. Les sciences humaines soviétiques ont en effet longtemps été perçues comme un cas d'exception, coupé de l'histoire de la « modernité » scientifique et politique occidentale. Elles ont été étudiées avant tout comme des sciences empêchées, sans réelle autonomie, victimes de censures et de répressions violentes, quand ce ne sont pas des disciplines entières (la sociologie, la psychotechnique, la paidologie ou science de l'enfant, la psychanalyse, par exemple) qui se sont vues condamnées. Les innovations intellectuelles qu'elles ont portées n'ont bien souvent été analysées que comme le résultat des stratégies de contournement, de résistance ou de contrebande mises en œuvre face au pouvoir soviétique.

Sans faire fi des contraintes dans lesquelles elles ont été prises, ni des violentes offensives politiques et idéologiques dont elles ont fait l'objet, ce dossier vise à interroger ce récit qui a fait des sciences humaines soviétiques le contre-exemple des sciences

¹ Coordonné par Martine Mespoulet, ce numéro proposait une série d'articles sur la sociologie dans les pays socialistes de l'Est (Union soviétique, Roumanie et Pologne).

humaines occidentales, travaillées, elles, au xx^e siècle, par un processus d'autonomisation, de professionnalisation et d'internationalisation. Ces deux dernières décennies, une vision plus fine et plus complexe des rapports de ces sciences au pouvoir soviétique a en effet émergé. Centrée notamment sur l'économie, la sociologie, la statistique ou encore l'ethnologie, autant de disciplines valorisées pour leur « utilité sociale », une littérature désormais imposante a pointé les convergences qui ont pu exister entre la vocation politique des sciences sociales et le projet soviétique d'un État socialiste, non sans reposer sur de nombreux malentendus ni sans susciter de multiples tensions, dont le point d'acmé fut atteint durant la période stalinienne. Est désormais mieux connu le rôle qu'elles ont joué, en particulier durant les années 1920 et la période post-stalinienne, dans les transformations que connurent l'État et la société soviétiques, à travers les différents projets d'ingénierie ou de réforme sociale auxquels elles furent associées, les façons de penser le social et aussi les contestations qu'elles véhiculèrent. Rompant avec l'image qui s'était auparavant imposée d'une science soviétique relativement isolée du reste du monde, une attention privilégiée a également été portée aux circulations transnationales Est-Ouest dont les sciences sociales soviétiques furent partie prenante, et ce même à l'époque stalinienne ou de la guerre froide.

S'inscrivant dans ces renouvellements, le dossier présenté ici se focalise sur la période souvent présentée comme celle du « renouveau » des sciences sociales soviétiques, allant de la fin des années 1950 aux années du leadership de Leonid Brejnev. Ce choix chronologique consistant à étudier ensemble le « dégel » et la « stagnation » brejnévienne permet de questionner une périodisation généralement pensée en fonction des ruptures politiques (destitution de Nikita Khrouchtchev en 1964, répression du Printemps de Prague en 1968, « stagnation » brejnévienne, lancement de la perestroïka), négligeant de ce fait les dynamiques transverses et communes. Il invite par là à se défaire des stéréotypes qui associent le « dégel » au réformisme, à la libéralisation et au relâchement des tensions internationales, et, à l'inverse, la « stagnation » brejnévienne au verrouillage, à l'immobilisme, voire au marasme et à la léthargie². Lancé en 1956 par le célèbre rapport de Khrouchtchev (dit « secret ») au XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), dénonçant le culte de la personnalité et – sélectivement – les crimes de Joseph Staline, le processus de déstalinisation continua à travailler en profondeur la société soviétique du « socialisme tardif », prise elle aussi dans les « dilemmes de la déstalinisation³ » et ses contradictions – entre ambition réformatrice et volonté d'emprise politique, entre tendances libéralisatrice et répressive, entre ouverture internationale et concurrence avec l'Occident.

² Sur le dégel, voir les articles et ouvrages de synthèse, notamment Gilburd et Zakharova, 2006 ; Illic et Smith, 2009 ; Kirtchik, 2021. Un ensemble de recherches récentes a également montré à quel point la période brejnévienne avait été productrice d'innovations, que ce soit dans la sphère politique ou dans le domaine des sciences, de la culture et des arts, et plus généralement dans la société soviétique : Kelly, 2021 ; Mitrokhin, 2014 ; Rindzevičiūtė, 2016 ; Riska-Campbell, 2011 ; Zubok, 2007.

³ Jones, 2006.

Les sciences sociales furent au cœur de ces tensions. Suivies attentivement en Occident, leurs transformations dans les années 1960 et 1970 furent interprétées comme un indice révélateur de changements profonds de l'Union soviétique par maints commentateurs, et non des moindres. Le sociologue états-unien Talcott Parsons, par exemple, y vit le signe d'un déclin de l'idéologie et de la propagation de l'esprit de la science, la société socialiste entrant alors, à ses yeux, pleinement dans la modernité⁴. La « renaissance » des sciences sociales était en réalité bien plus ambivalente. Dès la fin des années 1950 et, on le verra, plus encore sous Brejnev, la volonté réformatrice des élites dirigeantes, soucieuses de redonner une légitimité scientifique au projet communiste et de rationaliser le mode de gouvernement, suscita un « appel d'offres⁵ » auquel les sciences sociales répondirent immédiatement et largement. Fut de nouveau posée et débattue la question du rôle de ces disciplines dans « la construction du communisme ». Fut admise leur fonction de connaissance de la « réalité socialiste », qui avait été déniée dans la période stalinienne. Pour autant, les sciences sociales restèrent soumises à un étroit contrôle idéologique et politique, en raison notamment des savoirs critiques qu'elles pouvaient produire sur la réalité socialiste, et elles ne purent se développer qu'en suivant, selon la formule de Martine Mespoulet, « une voie étroite » entre les directives du Parti et les interrogations de recherche⁶. De même, l'élan réformateur du « socialisme tardif » fut indissociable d'une ouverture vers l'Occident, à laquelle prirent part activement les sciences sociales soviétiques, sans qu'elles échappent pour autant aux logiques de concurrence Est-Ouest et aux rivalités de la guerre froide.

Ce sont donc ces contradictions que vise à éclairer ce numéro, à partir d'études de cas consacrées à l'anthropologie, la sociologie, la psychologie et la science politique – autant de domaines de recherche qui furent catégorisés, à l'époque du « socialisme tardif », comme relevant des sciences de la société – *obchtchestviennyïé naouki*, en russe (voir encart) –, après parfois d'âpres luttes politico-intellectuelles. Sans entrer dans le débat sur la « modernité socialiste⁷ », ces enquêtes examinent les modalités concrètes par lesquelles les sciences sociales furent sollicitées, dans la période post-stalinienne, pour répondre aux préoccupations de l'État soviétique, créant ainsi les conditions de leur développement et institutionnalisation. L'approche adoptée permet de saisir comment (et avec quelles attentes) elles ont répondu à la demande sociale et politique, implicite ou explicite, dont elles faisaient l'objet. Comment, dans cette conjoncture, les rapports des sciences sociales avec l'État socialiste se sont-ils reconfigurés, marquant ainsi une certaine rupture avec la période stalinienne ?

4 Engerman, 2009, chap. 7. Voir, par exemple, Parsons, 1965.

5 On s'inspire ici de l'usage que Francine Muel-Dreyfus (1996) fait de la notion d'appel d'offres dans son analyse de la révolution nationale sous le régime de Vichy.

6 Mespoulet, 2007.

7 Sur ce débat, voir notamment Beilharz, 2000 ; David-Fox, 2015 ; Kotkin, 1995.

Dans quelle mesure leurs savoirs ont-ils été mobilisés au service d'une rationalisation de la société et du pouvoir ? En interrogeant de cette façon la « modernité » des sciences sociales, ce dossier revient sur les projections dont elles ont fait l'objet en Occident et qui ont rendu possible un intense dialogue Est-Ouest sur des problématiques communes liées à la « modernisation⁸ » des sociétés capitalistes et socialistes, prises les unes et les autres dans la croyance au progrès. Restituer ainsi la trajectoire – incertaine et heurtée – des sciences sociales sous le « socialisme tardif » permet, enfin, de porter un regard nouveau sur le rôle clé qu'elles ont joué au moment de la perestroïka et lors des dernières tentatives de réforme de la société soviétique.

Nommer les savoirs en Union soviétique

Prises dans des stratégies de défense, de contestation ou de réforme d'une organisation des savoirs, les opérations de dénomination relèvent des luttes savantes et politiques pour la définition d'un domaine de recherche, sa reconnaissance et son institutionnalisation⁹. En Union soviétique, ces enjeux ne se comprennent donc que rapportés à l'histoire des rapports qu'entretient avec les sciences sociales l'État soviétique, conçu comme un État-savant, affirmant le caractère scientifique de ses décisions politiques et se dotant, avec le marxisme, d'un régime de vérité spécifique sur le monde social.

Le label de « sciences de la société » (*obchtchestviennyïe nauki*) a ainsi vu son périmètre disciplinaire largement reconfiguré avec la définition et l'imposition, à partir du milieu des années 1920, de la vulgate stalinienne du marxisme (le « marxisme-léninisme »). S'est alors diffusée une définition large, qui englobe ce que l'on peut désigner ailleurs par les formules « sciences de l'homme » ou « humanités ». Dans un manuel soviétique de 1928, par exemple, les « sciences de la société » incluent la philosophie, l'ethnographie, la pédagogie, la science des finances, le droit, la psychologie, la psychotechnique et l'organisation scientifique du travail, l'histoire ancienne et contemporaine, les études de la langue, de la littérature et de l'art, l'archéologie et les études orientales (*vostokoviédieniïé*), la géographie humaine (*kraïéviédiéniïé*)^b. En Union soviétique, un tel usage extensif du label s'inscrit dans les luttes qui, engagées contre les approches « idéalistes » et « individualistes » non informées par une vision collective (de classe), visaient à donner à ces savoirs une base véritablement scientifique, conforme aux prémisses marxistes-léninistes et à la ligne idéologique du Parti. La philosophie (marxiste), notamment, définie comme une « science », se voit attribuer, après les virulentes querelles des années 1920, le statut de méthode universelle (des sciences de la

⁸ Sur les usages du terme « modernisation » en Occident après la Seconde Guerre mondiale et pour une critique des théories qui lui sont liées, voir Tipps, 1973. En Union soviétique, à la différence de l'Occident, le terme n'a guère été utilisé : on parle de « réforme », puis de « perfectionnement » (*ousoverchenstvovanié*) du système socialiste.

nature comme de la société) : placée au sommet de l'édifice savant soviétique, elle est codifiée dans le chapitre « Matérialisme dialectique et matérialisme historique », attribué à Staline, du précis d'*Histoire du PC(b) de l'URSS* (1938)^c.

À l'inverse, il n'est pas anodin que « l'économie politique » et le « communisme scientifique », en tant que piliers de la théorie du nouvel ordre social, économique et politique du socialisme, aient été exclus initialement des « sciences de la société ». Le statut de ces disciplines, placées au cœur du « marxisme-léninisme », recéléait une ambiguïté fondamentale – celle d'être à la fois l'idéologie de l'État, le discours vrai sur la société et la science (empirique). La définition de leur socle théorique ne pouvant être confiée aux intellectuels académiques, cette tâche revenait à Staline lui-même, présenté comme « le plus grand savant du monde », puis aux idéologues du Parti. Fait notable : en raison des hésitations et difficultés doctrinales, il a fallu attendre le début des années 1950 pour que voit le jour le premier manuel de « l'économie politique du socialisme », préparé sous la supervision directe du *vojd'* (Staline) et publié peu après sa mort^d. De même, c'est seulement en 1963 que le « communisme scientifique » fut introduit dans l'enseignement supérieur. À cette époque, une nouvelle discipline de synthèse dénommée *obchtchiestvoviedeniïe* (« sociétologie » ou connaissance de la société), reposant sur le socle du marxisme orthodoxe soviétique (« fondements de la philosophie marxiste-léniniste », « fondements de l'économie politique marxiste » et « fondements du communisme scientifique »), commença à être enseignée sur tout le territoire soviétique. En revanche, les nouvelles sciences de la société (en premier lieu, la sociologie), qui s'institutionnalisèrent progressivement à partir de la fin des années 1950, restèrent longtemps absentes de l'enseignement secondaire et supérieur. Ce partage des compétences renforça la dualité fondamentale entre l'enseignement et la recherche propre au système soviétique : ce qui devait être *enseigné* sur la société n'était pas matière à enquête et à examen critique, et vice versa.

a. Voir le dossier « Nommer les savoirs », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 37, 2020 : Feuerhahn, 2020.

b. Volgin, Gordon et Luppel, 1928.

c. Lecourt, 1995 [1976], 245-260 ; Zapata, 1983.

d. Gregory, 2004.

Politique stalinienne des sciences sociales

Engagée à la fin des années 1950, la réorganisation des sciences sociales soviétiques se présentait comme le résultat d'une volonté politique visant à rompre avec l'héritage stalinien et avec la mise au pas que l'ensemble de ces disciplines avaient connue lors des trois dernières décennies. Comme l'ont analysé Alain Blum et Martine Mespoulet, la formation de l'État soviétique avait été, depuis les années 1920, travaillée par la confrontation entre deux projets, celui des sciences sociales consistant à « conseiller l'action de l'État » et celui des élites politiques pour lesquelles ces savoirs devaient non

pas « éclairer le politique », mais « fonder et légitimer » la construction du socialisme. Dans la période stalinienne, cette confrontation avait été résolue par l'élimination de domaines entiers de recherche et par une réorientation globale des sciences sociales sous la forme de « technologies sociales au service de l'édification du socialisme ». Celles-ci furent alors réduites à des instruments de gestion d'un pouvoir politique qui se concevait comme un État-savant, tirant sa légitimité de la science⁹. Les sciences sociales furent, en effet, particulièrement visées lors de la violente offensive culturelle stalinienne qui, menée à partir de la fin des années 1920, conduisit à une profonde reconfiguration du monde savant, désormais centralisé, hiérarchisé et gouverné par le haut, en même temps que s'imposait comme idéologie d'État la théorie des « deux sciences » (science bourgeoise/science prolétarienne)¹⁰. Cette doctrine fut au fondement de la légitimation du pouvoir en Union soviétique, en ce qu'elle offrait une rationalisation cohérente à ceux qui étaient appelés à succéder aux élites bourgeoises traditionnelles. Elle servit de justification aux répressions violentes contre les scientifiques, les différends théoriques se réglant, dans bien des cas, au moyen d'une intervention politique, par l'élimination physique pure et simple ou la déportation au Goulag, sous couvert d'accusations diverses (conspiration antirévolutionnaire, activité subversive, complot, etc.).

Les disciplines et domaines de recherche les plus attaqués furent souvent ceux porteurs d'un discours concurrent à celui du Parti sur la « réalité socialiste » et susceptible de nourrir une critique de son projet politique, et aussi plus largement ceux qui ne s'ajustaient pas au nouveau cadre idéologique du « marxisme-léninisme ». Nombre de leurs représentants furent victimes des répressions staliniennes : le psychologue du travail Isaak Spielrein, arrêté en 1935 et décédé en 1938 en déportation, l'économiste Nikolai Kondratiev, arrêté en 1930 et exécuté en 1937, comme toute une génération d'économistes et de statisticiens (Alexandre Tchaïanov, N. Ossinskii, entre autres), le linguiste Evgueni Polivanov, condamné à mort en 1938, le physicien et historien des sciences Boris Hessen, condamné à mort lui aussi et exécuté en 1936, l'historien du droit byzantin Vladimir Biéniéchiévitch, arrêté plusieurs fois et fusillé en 1938, le slaviste Nikolai Dournovo, arrêté en 1933 et exécuté en 1938, pour ne citer que quelques noms.

Ces répressions politiques, qui touchèrent l'ensemble des disciplines, s'accompagnèrent de la condamnation d'approches auparavant reconnues pour leur « utilité ». Dès la fin des années 1920, la sociologie, considérée comme une « science bourgeoise » et associée au réformisme, n'eut plus d'assise institutionnelle et fut remplacée par le marxisme. Le mot même de sociologie fut prohibé. Des enquêtes sociologiques continuèrent à être menées dans les années 1930, mais sous la forme

⁹ Blum et Mespoulet, 2003 ; Mespoulet, 2008.

¹⁰ Pour une synthèse sur la réorganisation du système des sciences sous le stalinisme, voir David-Fox et Péteri, 2000 ; Graham, 1967 ; Kremontsov, 1997 ; Tolz, 1997.

de « recherches sociales concrètes », conçues comme un outil de gestion. Cessa, en revanche, le développement de la sociologie comme discipline autonome¹¹. La statistique sociale, orientée également en Russie, depuis la fin du XIX^e siècle, vers le champ de la réforme sociale, disparut presque entièrement au profit de « l'usage [privilegié par les dirigeants politiques] du chiffre comme un des instruments de la construction de la réalité socialiste¹² ». De même, les malentendus sous-jacents au ralliement au projet soviétique des économistes réformateurs, dont l'ambition était de fournir un savoir spécialisé pour accompagner les grandes transformations, se résolurent par l'élimination des « spécialistes bourgeois », la science économique étant dès lors assimilée à une technologie, servant l'effort de rationalisation de la production selon les objectifs fixés par l'administration¹³.

En histoire, le monopole absolu du marxisme-léninisme sur l'interprétation des faits fut instauré à partir de la fin des années 1920, aboutissant à la suppression d'autres types d'historiographies. Par exemple, l'école russe qui s'était formée, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, autour de Nikolai Kariéïev sur la Révolution française fut frontalement attaquée par une nouvelle génération d'historiens marxistes-léninistes, dont beaucoup (Nikolai Loukine et plusieurs de ses élèves) furent, au moment de la Grande Terreur, eux-mêmes victimes des répressions, bien qu'ils eussent contribué à établir, dans les années 1930, une nouvelle lecture « canonique » de la Révolution de 1789¹⁴. Dans les décennies suivantes, des « campagnes idéologiques » violentes furent régulièrement lancées dans cette discipline, dirigées notamment contre le « cosmopolitisme » et l'« objectivisme bourgeois »¹⁵.

Tombèrent également sous le feu de la critique la linguistique comparée et l'indo-européanisme : des années 1930 jusqu'à l'intervention de Staline sur la linguistique en 1950, la théorie du langage de Nikolai Marr, assimilant la langue à une superstructure (et affirmant par là la détermination sociale des langues), devint le nouveau dogme marxiste en linguistique, non sans susciter de vives controverses au sein de la discipline¹⁶. Cette théorie, avec la conception évolutionniste et anti-diffusionniste qu'elle portait, servit aussi de cadre à la refondation intellectuelle des disciplines liées à la question de l'ethnicité (anthropologie physique, archéologie, ethnographie, folklore, notamment)¹⁷. Alors que celles-ci avaient largement contribué à la construction d'un État socialiste fondé sur l'institutionnalisation des « nationalités », leur programme de recherche fut largement redéfini dans les années 1930 : il se concentra dès lors sur la

¹¹ Mespoulet, 2007, 2008 ; Titarenko et Zdravomyslova, 2017, chap. 3.

¹² Mespoulet, 2008, 210, 213. Voir aussi Blum et Mespoulet, 2003 et, sur la démographie, Blum, 2004, chap. I.

¹³ Stanziani, 1998.

¹⁴ Tchoudinov, 2014.

¹⁵ Sur la construction de l'histoire marxiste-léniniste et les enjeux idéologiques qui travaillent cette discipline pendant la période stalinienne, voir Dubrovskii, 2017 ; Tikhonov, 2016.

¹⁶ Voir, en français, le recueil de textes de Marr, Staline et Polivanov : Gadet *et al.*, 1979. Voir également Sériot, 2003.

¹⁷ Alymov, 2006 ; Bertrand, 2003 ; Cvetkovsky et Hofmeister, 2014 ; Kemper et Conermann, 2011 ; Slezkine, 1996.

mise en récit de la grande transformation soviétique (des formes claniques ou tribales aux « nationalités »), avec une attention particulière portée aux « survivances » ou « vestiges » du passé, ainsi que sur la lutte idéologique contre le déterminisme biologique, le racisme et le psychologisme associés à la « science nazie »¹⁸.

Les sciences du psychisme, enfin, n'échappèrent pas non plus à de violentes attaques, d'autant que, par leurs objets de recherche (le travail, l'enfance, les troubles mentaux, etc.), elles revendiquaient un privilège d'intelligibilité sur des enjeux cruciaux du discours communiste. Des approches, pourtant reconnues (même à l'international) pour les innovations qu'elles portaient, furent rejetées au profit du cadre théorique de la physiologie pavlovienne : la psychanalyse dès la fin des années 1920, puis, dans les années 1930, la paidologie (la science de l'enfant dont l'un des principaux représentants fut Lev Vygotski), la psychotechnique ou encore l'eugénisme, qui avait connu une institutionnalisation comme discipline scientifique après la révolution de 1917¹⁹.

Instauré à partir de la fin des années 1920 au moyen d'interventions par le haut et par le recours à la violence d'État, le système stalinien de la science aboutit à une réduction drastique du pluralisme des disciplines. Certaines approches condamnées purent certes trouver des lieux-refuges ou poursuivre une vie souterraine, comme le montre dans ce dossier Tamara Svanidzé, avec l'école géorgienne de psychologie qui, grâce à sa position périphérique dans l'Union soviétique, put continuer à mener une réflexion critique sur les concepts freudiens, non sans subir maintes attaques. Néanmoins, la volonté d'emprise politique sur les sciences sociales fut telle qu'elle se conclut par une forte unification des disciplines autour d'un paradigme (le pavlovisme pour les sciences du psychisme, le marrisme pour la linguistique et l'anthropologie, etc.) jugé conforme au « marxisme-léninisme », qui, codifié dans des écrits attribués à Staline, cadrait désormais l'ensemble des sciences sociales et leurs discussions. C'est cette configuration des savoirs qui va se trouver progressivement redéfinie à partir de la fin des années 1950 et tout au long des années 1960 et 1970.

Les « dilemmes de la déstalinisation »

Lancée en 1956 par le rapport dit « secret » de Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS, la déstalinisation s'accompagna d'une vaste réorganisation des sciences sociales. Impulsé par le haut et bénéficiant d'un large soutien dans la société, le mouvement pour la réforme économique et sociale ranima, vers la fin des années 1950, les débats sur la gestion économique (par exemple, sur les prix et l'autonomie comptable des entreprises). Il rendit possible une appréciation critique des différents aspects de la

¹⁸ Hirsch, 2005 ; Cadiot, 2007. Sur le destin de la théorie et de la critique littéraires formalistes liées au projet national ukrainien, voir Babak et Dmitriev, 2021.

¹⁹ Sur la psychanalyse : Etkind, 1993 ; Miller, 2001. Sur la paidologie et la psychologie du travail : Etkind, 1992 ; Siegelbaum, 1990. Sur la psychiatrie : Dufaud, 2021. Sur l'eugénisme : Adams, 1990 ; Kremensov, 2011.

vie soviétique, dont témoignent les multiples articles que firent paraître dans la presse divers spécialistes (de l'économie, du droit, de la société, etc.). Ce retour des sciences sociales fut encouragé par l'adoption du nouveau (et troisième) programme du Parti en 1961, puis en 1967 par un arrêté du Comité central qui prônait une « augmentation [de leur] rôle [...] dans la construction du communisme ». Il était admis que les sciences sociales devaient exercer une fonction essentielle dans ce renouveau de la société – une fonction assez semblable, en principe du moins, à celle qui revenait aux sciences sociales en Occident et qui était censée jouer sur deux plans, informer les élites dirigeantes et éclairer le débat public.

Reconnues dès lors pour l'utilité de leurs savoirs, les sciences sociales connurent un véritable essor. Des courants de recherche et des disciplines rejetés comme « sciences bourgeoises » pendant la période stalinienne furent de nouveau autorisés et s'institutionnalisèrent progressivement, d'abord avec la création de laboratoires et d'instituts de recherche au sein de l'Académie des sciences et des universités, puis avec la mise en place d'associations savantes. Il en alla ainsi de l'économie mathématique, avec la fondation en 1960 du laboratoire de méthodes mathématiques appliquées à l'économie, puis, sur cette base, celle de l'Institut central de mathématique et d'économie (TsEMI) en 1964²⁰. De même, en sociologie furent créés l'association soviétique de sociologie en 1957, puis un groupe des recherches sociologiques au sein du département de philosophie de l'Académie des sciences en 1960 et enfin, en 1968, l'Institut des recherches sociologiques concrètes, sans parler du développement des enquêtes sociologiques dans les entreprises (voir dans ce dossier la contribution de Sheila Pattle). En 1965, on recensa plus de deux mille chercheurs et enseignants en sociologie ainsi que plus de trois mille publications en la matière²¹.

Les années 1960 devinrent, en Union soviétique comme ailleurs, la période d'expansion et de création institutionnelle la plus intense pour l'ensemble des sciences sociales. En 1963, la section des sciences sociales (*obchtchestviennyié nauki*) auprès du Présidium de l'Académie des sciences fut fondée en remplacement du département des sciences économiques, philosophiques et juridiques. Jusqu'en 1988, elle réunit le département d'histoire, dont dépendaient aussi l'archéologie et l'ethnographie, le département de philosophie et de droit, le département d'économie et enfin le département de littérature et langue. Contrairement à ce que les a priori sur la période de « stagnation » laissent entendre, la dynamique de développement des sciences sociales se poursuivit donc et fut même considérablement renforcée sous Brejnev, avant et aussi après le Printemps de Prague, souvent présenté pourtant comme marquant la fin de la période ouverte des réformes en Union soviétique. Des instituts

²⁰ Sur la réémergence de l'économie mathématique et de la cybernétique économique en tant que science d'État en Union soviétique, voir Boldyrev et Kirtchik, 2017 ; Leeds, 2016 ; Peters, 2016. Sur l'économie réformiste marxiste, critique de l'économie mathématique, voir Feygin, 2019.

²¹ Firsov, 2012, 25 ; Mespoulet, 2007.

de recherche furent créés à un rythme soutenu au sein de la nouvelle section des sciences sociales de l'Académie des sciences, dont huit à la suite de la publication de l'arrêté de 1967 du Comité central sur le « rôle des sciences sociales ». En outre, toute une infrastructure d'information en sciences sociales fut mise en place. De nouvelles séries de publications et de revues scientifiques apparurent : une collection « Sciences sociales » fut publiée par la branche sibérienne de l'Académie des sciences à partir de 1963 ; une revue interdisciplinaire intitulée *Sciences sociales et monde contemporain* (*Obchtchestvennyïé nauki i sovremennost'*) fut créée en 1976. L'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION), fondé en 1969 près de l'Académie des sciences, joua un rôle fondamental dans la mise en circulation des connaissances sous la forme notamment de résumés des travaux occidentaux dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales²². De nombreuses traductions d'ouvrages furent également réalisées, bien que la diffusion d'un nombre important d'entre elles restât limitée à un accès restreint²³. À côté de cette expansion institutionnelle, les années 1960 et 1970 furent aussi marquées par le retour d'un certain pluralisme intellectuel et une diversification du discours des sciences sociales, comme sur les questions du genre, des femmes et de la famille²⁴, ou en histoire sur les notions de féodalisme et sur l'histoire de l'économie mondiale²⁵, par exemple (avec notamment les travaux de Boris Porchniev²⁶). Elles virent même se développer des tentatives originales de repenser le marxisme soviétique sur un mode créatif et novateur – en particulier sous l'influence de l'anthropologie et du structuralisme occidental –, même si celles-ci furent vite réprimées²⁷.

Ce renouveau des sciences sociales, en effet, ne fut en rien un processus linéaire d'institutionnalisation, ni un mouvement exempt de tensions. La fin des années 1960 et le début des années 1970, notamment, furent ponctués de nombreux conflits, voire de véritables campagnes de diffamation contre les nouveaux instituts de sciences sociales et contre certains chercheurs, jugés trop audacieux et pas assez loyaux à l'égard du régime et de son idéologie officielle. À l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, par exemple, le département de méthodologie fut accusé de « menchevisme, de coïncidence avec les vues des falsificateurs bourgeois, et de tentatives

²² La série « Sciences sociales à l'étranger » (*Obchtchestvennyïé nauki za roubiejom*) fut publiée par l'INION dès 1972, mais avec un accès restreint, c'est-à-dire limité aux chercheurs autorisés à consulter ces documents.

²³ Toutefois, le contrôle strict sur la circulation des travaux en sciences sociales ne fut pas supprimé. À titre d'exemple, le livre du sociologue états-unien d'origine russe Pitirim Sorokin, envoyé par l'auteur au sociologue soviétique Igor Kon, fut confisqué par les autorités (voir Firsov, 2012, 24).

²⁴ Claro, 2015.

²⁵ Aberdam et Tchoudinov, 2014. Voir aussi, sur le dégel en histoire, Sidorova, 1997.

²⁶ Cet historien est mieux connu sous la transcription anglaise de son nom, Boris Porshnev.

²⁷ Voir par exemple Alymov, 2020.

de réfuter les conclusions fondamentales du marxisme-léninisme »²⁸ : son directeur, Mikhail Gefter, et d'autres collaborateurs furent licenciés et ne purent publier leurs travaux après la parution, en 1969, de la monographie collective *La science historique et certains problèmes du présent*, qui présentait un portrait de Vladimir Lénine épuré des clichés de l'historiographie soviétique (par exemple, sur son parcours politique et intellectuel avant et après la révolution, ses liens initiaux avec la social-démocratie ou encore ses rapports avec les autres grandes figures révolutionnaires de l'époque). Le laboratoire d'économie mathématique TsEMI n'évita pas non plus des restructurations internes à la suite des « contrôles » réalisés au début des années 1970, puis une nouvelle fois dix ans plus tard. L'Institut des recherches sociologiques concrètes (IKSI) fut également visé par des critiques virulentes dès 1971 et « réorganisé » en 1972 : il changea alors de nom et de directeur²⁹. L'économiste Alexeï Roumiantsev, pourtant membre du Comité central du PCUS, fut en effet libéré de ses fonctions de directeur de l'IKSI (1968-1972), mais aussi de celles de président de la section des sciences sociales à l'Académie des Sciences (1968-1971), en raison de son soutien aux chercheurs et aux institutions « réformistes » et « non orthodoxes »³⁰. Aussi, même si les répercussions du printemps de Prague ne mirent pas un coup d'arrêt au développement institutionnel des sciences sociales, l'après-1968 fut marqué par une série d'attaques contre des lieux de la science sociale « réformiste ».

La « stagnation » brejnevienne fut en réalité une période forte en contradictions et tensions pour les sciences sociales. Celles-ci résultaient de l'ambivalence de la demande de l'État soviétique, qui faisait face aux dilemmes de la déstalinisation. Après la dénonciation du culte de la personnalité et des crimes de Staline au XX^e Congrès du PCUS, l'État socialiste fut en effet travaillé par de successives tentatives de relance du projet communiste et la quête d'une nouvelle légitimité politique. Une nouvelle doctrine fut promue sous Brejnev, celle de la « révolution scientifique et technique », qui faisait de la science une « force productive »³¹. Des investissements importants furent faits à cette période, comme dans le domaine des recherches spatiales ou de la cybernétique, qui incarnèrent dès lors le futur socialiste. Les sciences sociales furent partie prenante de cette dynamique : elles furent elles aussi fortement sollicitées par un État désormais soucieux de rationaliser la gouvernance socialiste (y compris en adoptant les techniques et les savoirs occidentaux) et de renforcer ainsi son image d'État-savant.

28 Voir l'article publié par trois enseignants d'histoire de l'université d'État de Moscou (A. Kornilova, P. Prokopenko, L. Chirokova) dans le journal *Sovetskaya Rossiya* le 28 février 1970, cité dans Kurnosov, 2006, 381.

29 Mespoulet, 2007.

30 Voir la lettre adressée par A. Roumiantsev au Comité central du Parti en 1970, dans laquelle il s'opposait aux campagnes de diffamation contre les chercheurs réformistes : A. Roumiantsev, *Zapiska* au CC PCUS, N 21639, 1^{er} juillet 1970 (document publié dans Batygin, 1999).

31 Bikbov, 2014.

Pour autant, loin de s'effacer dans la période post-stalinienne, la volonté d'emprise idéologique du Parti sur la vie intellectuelle et culturelle du pays fut maintenue et réajustée. Elle visa tout particulièrement les sciences sociales, considérées comme des sciences certes utiles, mais aussi potentiellement dangereuses en raison des savoirs critiques qu'elles portaient, de l'image de la réalité sociale discordante par rapport à celle produite par les instances du Parti qu'elles pouvaient véhiculer, ou plus simplement en raison de leur dissonance avec le dogme marxiste-léniniste. Bien qu'il fût soutenu par le Parti et l'État à ses différents échelons, le développement de ces disciplines dans les années 1960 et 1970 fut donc en permanence entravé par les limitations idéologiques et politiques qui leur étaient imposées par le haut, comme l'a souligné Martine Mespoulet avec le cas de la sociologie³².

Cette trajectoire paradoxale des sciences sociales s'inscrit, on le voit, dans l'histoire de l'État soviétique qui, depuis les années 1920, avait légitimé son autorité selon un double registre – celui, politique, d'un État socialiste au service de la cause du prolétariat ; celui, scientifique, d'un État-savant, créant dès lors « la base d'une autre forme de légitimité, professionnelle » au sein même des institutions de gouvernement. « La recherche d'une légitimation de l'action par l'argument scientifique aboutit, selon Alain Blum et Martine Mespoulet, à instituer deux formes de légitimité parallèles et concurrentes [...], l'une politique, l'autre professionnelle³³. » Si, à l'époque stalinienne, ces contradictions inhérentes à l'État soviétique avaient conduit à des affrontements d'une violence extrême, la déstalinisation fut travaillée par la recherche d'un nouvel arrangement qui devait permettre au pouvoir d'État d'utiliser les savoirs des sciences sociales et les compétences professionnelles, sans compromettre les ressorts de sa légitimité politique. Les crises qui jalonnèrent les rapports entre sciences sociales et pouvoir dans les années 1960 et 1970 furent en fait des moments de reprise en main par l'État et de réaffirmation de la légitimité politique face à la montée en puissance de la légitimité savante (ou professionnelle) qui, de fait, échappait au contrôle politique.

Les contributions réunies dans ce dossier reviennent en détail sur ces contradictions qui ont fortement imprégné l'identité et la place des sciences sociales dans la société soviétique tardive. Les diverses manifestations de ces tensions, telles que la censure, la diffusion restreinte des résultats de recherche ou les carrières empêchées de certains chercheurs, sont étudiées à partir des cas de la sociologie des religions (voir l'article de Kristina Kovalskaya), de la sociologie du travail (voir S. Pattle) ou encore de la science politique (voir Thibaud Boncourt et Pierre-Louis Six). Ces analyses contribuent à mieux cerner les rapports que les sciences sociales entretenirent avec cette demande d'expertise d'État, en précisant les multiples modalités par lesquelles les chercheurs soviétiques intervinrent dans les tentatives de réforme – avec des fonctions de « conseil » et de

³² Mespoulet, 2007.

³³ Blum et Mespoulet, 2003, 354-355.

« diagnostic », la participation à la mise en place de politiques de gestion étatique de la société et de l'économie, ou encore l'intervention dans la presse sous forme de « tribunes » – ainsi que les différents arrangements, compromis et négociations qu'ils nouèrent avec le pouvoir d'État.

Stratégies d'adaptation et défense des intérêts professionnels : « loyauté » et « contestation »

L'historiographie de la période du « socialisme tardif » est encore relativement rare, mais elle suscite, depuis quelques années, un intérêt croissant de la part d'anthropologues, d'historiens et de sociologues cherchant à comprendre comment fonctionnait cette société, au-delà des clichés idéologiques³⁴. S'appuyant notamment sur les entretiens avec des acteurs de l'époque³⁵ ainsi que sur de nombreuses sources biographiques (mémoires, journaux, témoignages oraux, etc.), des objets matériels, divers documents audiovisuels et des archives jusqu'alors inexplorées, ils ont porté leur attention sur la vie quotidienne³⁶, les subjectivités et le vécu des individus³⁷.

Dans le domaine de l'histoire des sciences, plus précisément, cet intérêt pour le « socialisme tardif » s'est accompagné, sur le plan méthodologique, de l'adoption d'une perspective microsociologique ou anthropologique (études de cas localisées, approche biographique, histoire orale) et de la diversification des sites d'observation et des échelles d'analyse (trajectoires individuelles, instituts de recherche ou laboratoires, mais aussi « écoles » ou collectifs informels)³⁸. Une telle démarche permet de placer au cœur de l'analyse les stratégies et les pratiques déployées, à partir des marges de jeu laissées plus ou moins ouvertes, afin d'aménager des espaces de recherche négociés³⁹. Elle permet également d'identifier des zones de sociabilité « grises » : les séminaires informels, par exemple, organisés en dehors des institutions académiques par des chercheurs sanctionnés par le pouvoir, l'échange et la lecture de *samizdat* (œuvres interdites par la censure qui circulaient sous forme de manuscrits ou de tapuscrits) ou encore la tenue d'activités culturelles semi-clandestines, souvent

34 Plusieurs projets de recherche, colloques et dossiers thématiques récents consacrés à la société soviétique tardive témoignent de ce renouvellement. Voir, par exemple, le programme du colloque « Towards an Institutional Ethnography of Late Socialism », tenu du 16 au 18 décembre 2021 à la Haute école d'économie de Saint-Petersbourg, qui représente bien la diversité thématique et méthodologique de ce champ de recherche en plein développement : <https://spb.hse.ru/humart/chr/news/488812040.html> (consulté le 25 mars 2022).

35 À titre d'exemple, voir l'étude réalisée à partir d'entretiens sur l'appareil du Comité central du PCUS dans Mitrokhin, 2013.

36 Sur la vie quotidienne en Union soviétique tardive, voir Ivanova, 2017 ; Kochetkova, 2019 ; Lebina, 2018.

37 Voir par exemple Pinsky, 2018.

38 Pougatcheva, 2011 ; Orlova, 2019.

39 Rindzevičiūtė, 2019, 2020 ; Kukulin, Maiofis, Safronov, 2015 ; Tatarchenko, 2019 ; Zhuk, 2017.

domestiques (concerts, expositions, etc.)⁴⁰, furent autant de formes de sociabilité qui jouèrent un rôle important dans la (re)production de collectifs intellectuels et d'identités professionnelles.

S'inscrivant dans cette perspective, les contributions de ce dossier pointent la pluralité des stratégies d'adaptation mises en œuvre par les chercheurs en sciences sociales face aux contraintes qui leur furent imposées, que ce soit pour s'y ajuster, les contourner ou en diminuer le poids, au moyen de négociations permanentes avec le pouvoir politique. Rendre compte de la trajectoire des sciences sociales du « socialisme tardif » suppose ainsi de suivre au plus près les relations non univoques que ces intellectuels entretenirent avec les institutions du Parti et de l'État. Les études de cas présentées ici révèlent, en effet, les multiples ressources qu'ils mobilisèrent pour agir et défendre leurs intérêts professionnels : la participation à des instances d'expertise du pouvoir d'État et les possibilités d'accès à la presse du Parti (voir le cas de la science politique étudié par T. Boncourt et P.-L. Six et dans le document présenté par P.-L. Six) ; les transactions avec les entreprises dans le cas de la sociologie industrielle (voir S. Pattle) ; ou encore, on y reviendra, l'inscription dans des réseaux de la science internationale. Ces divers exemples attestent l'importance des relations personnelles que les chercheurs se devaient d'entretenir avec des personnalités du champ de pouvoir, au niveau local, au niveau des républiques ou de l'Union soviétique, pour asseoir leur stratégie de défense professionnelle. En ce sens, l'appartenance au Parti, pour les directeurs d'institut de recherche et les responsables d'équipe en particulier, relevait avant tout d'une conduite de nécessité. Elle était certes encouragée par l'ensemble des rétributions matérielles et symboliques auxquelles elle donnait accès, notamment les privilèges accordés à la *nomenklatura* ; mais surtout, elle permettait de promouvoir les intérêts de la recherche, individuels et collectifs (du laboratoire, de l'institut ou de l'équipe), en facilitant les négociations (et les protections) aux différents échelons du pouvoir, en échange d'un respect des règles et des exigences formelles, et sans pour autant nécessairement impliquer une totale « adhésion », une « obéissance » absolue ou une véritable « loyauté ». Ces transactions entre élites savantes et élites politiques reposaient ainsi sur des jeux d'intérêts réciproques et de légitimation croisée. Dans le cas spécifique des régions périphériques, comme les pays baltes ou la Géorgie (voir les contributions de Teele Tõnismann et de T. Svanidzé), elles pouvaient reposer sur une convergence d'intérêts en faveur de la promotion d'une science expressément « nationale », les attitudes plus ou moins « libérales » des élites communistes dans ces républiques servant, en outre, de gage voire de caution à ces stratégies professionnelles.

⁴⁰ Voir le dossier thématique « Domachniïe intielliektoual'nyïe sobraniïa pozdniïsovietskogo vriemiïni » [Rassemblements intellectuels domestiques de l'époque soviétique tardive], coordonné par Iliia Kukuline, dans *Novoié Litiératournoié obozrieniïe*, 173 (1), 2022.

La ligne rouge qui délimitait la zone du non négociable concernait la théorie générale du marxisme, dont les successives redéfinitions restèrent le pré carré des dirigeants et des philosophes de Parti. Toute tentative de contestation de ce monopole fut aussitôt condamnée et leurs auteurs sanctionnés, comme le rappelle K. Kovalskaya avec le cas du sociologue Iouriï Levada. Si les réflexions théoriques en sciences sociales purent aboutir à des théories spécifiques portant sur des domaines particuliers, celles-ci devaient rester conformes et arrimées à la théorie générale du matérialisme historique⁴¹. Ainsi, une autonomie, très relative et inachevée, des sciences sociales en voie d'institutionnalisation ne put s'affirmer qu'au niveau de l'interprétation des concepts concrets, de l'aménagement des « chiffres » (voir K. Kovalskaya), ou sur les questions de méthode (voir S. Pattle). Encore faut-il ajouter que, même cantonnées à cette délimitation du savoir des sciences sociales, les enquêtes pouvaient être soumises à la censure et leurs résultats demeuraient confidentiels ou à « usage restreint », en particulier lorsque les données produites contredisaient ou simplement gênaient l'image officielle de la réalité socialiste. Par exemple, les enquêtes d'opinion publique, commandées souvent directement par les services secrets, restèrent classifiées jusqu'aux toutes dernières années de la perestroïka.

S'intéressant à la diversité des stratégies mises en œuvre, les études de cas présentées dans ce dossier permettent de mieux appréhender les traits intellectuels propres aux sciences sociales soviétiques, comme la focalisation sur les enquêtes empiriques et le développement de réflexions innovantes sur la méthodologie, mais coupées de toute analyse théorique ambitieuse. Ces spécificités étaient aussi d'ordre institutionnel. Dans cet univers des sciences sociales sous contraintes, un rôle spécifique revenait à des figures intellectuelles combinant une certaine excellence morale (allant souvent de pair avec des formes de protection, de résistance, de contestation, voire de dissidence) et un capital scientifique, symbolique et institutionnel (lié dans bien des cas à l'appartenance au Parti). Comme le montre Sheila Pattle avec l'exemple de la sociologie du travail, la formation d'une identité disciplinaire s'opéra avant tout à partir de la constitution d'« écoles », localisées dans une ville et structurées autour d'un leader charismatique, et non à partir de la publication d'œuvres de référence ou de la constitution d'un programme de recherche cohérent et articulé. Alors que la sociologie restait absente des cursus universitaires, ces communautés fonctionnaient comme des lieux de formation (avec des séminaires, groupes de lecture ou discussions informelles) et aussi comme des réseaux de ressources et de protection, en raison de l'importance dans le monde savant soviétique des liens de patronage⁴². L'institution d'une « école » associée à un nom particulier pouvait dès lors devenir un instrument

⁴¹ Sur ce partage des rôles et le compromis qui le sous-tendait dans le cas de la sociologie, voir Mespoulet, 2007.

⁴² Adams, 2001.

fondamental dans les luttes pour la légitimité académique d'une discipline ou d'un domaine de recherche⁴³.

Restituer les systèmes de contraintes dans lesquels les sciences sociales soviétiques furent prises s'avère ainsi indispensable pour saisir les mécanismes de construction de la discipline et des identités professionnelles à l'époque du « socialisme tardif » ainsi que leurs effets à long terme pendant la période post-socialiste. La perestroïka puis la dissolution de l'Union soviétique n'aboutirent pas, en effet, à une redéfinition globale des hiérarchies intellectuelles au sein des sciences sociales. Les stratégies de préservation et d'adaptation déployées par les chercheurs, bien que fondées parfois sur des ambiguïtés et des concessions, n'exclurent pas des reconversions réussies dans le contexte post-soviétique, comme le souligne Kristina Kovalskaya avec l'exemple des sociologues qui, devenus spécialistes des questions religieuses dans les années 1950-1960, s'ajustèrent à la nouvelle demande politique de l'État russe, sans toutefois bénéficier des mêmes ressources symboliques et matérielles. À l'inverse, des comportements perçus dans les temps soviétiques comme manquant de loyauté envers les dogmes et les rituels établis, et pouvant de ce fait conduire à la dissidence et empêcher le déroulement de carrière académique, se trouvèrent finalement porteurs d'un fort capital symbolique (et même politique) au moment de la perestroïka et de la transformation post-socialiste. Il en fut ainsi tout particulièrement dans les ex-républiques périphériques où le projet d'un nouvel État s'appuya sur de fortes revendications d'identité nationale. En Géorgie, par exemple, le premier président élu démocratiquement, Zviad Gamsakhourdia, était un ancien dissident et philologue, spécialiste de littérature et promoteur de la culture nationale. Mais en Russie également, le capital réformiste et dissident fut important dans la construction des légitimités académiques au cours de la période post-soviétique. En témoigne la carrière du sociologue Levada, devenu dans les années 1990 une figure incontournable de la sociologie russe (voir K. Kovalskaya).

Contrairement aux récits « héroïques » qui mettent en scène les oppositions entre « contestataires » et « idéologues » (relevant des institutions académiques ou de l'appareil politico-administratif) ou entre « réformateurs » et « conservateurs », se dessinent, à partir des études de cas présentées ici, des configurations plus complexes, caractérisées par des répertoires d'attitudes variées, non dénuées souvent d'ambivalence, mêlant parfois un certain conformisme à des comportements d'indiscipline voire de contestation⁴⁴. Ces analyses de trajectoires biographiques invitent à se défier des catégories, trop englobantes et figées, désignées par les

⁴³ Plus généralement, sur la notion d'« école » en histoire des sciences sociales, voir Orain et Marcel, 2018 ; Orain, 2018.

⁴⁴ Adaptées au cas soviétique, les analyses développées par Pierre Laborie (2011, 229-275) sur « l'ambivalence » des attitudes et le « penser double » en régimes autoritaires, à partir du cas de Vichy, ou celles d'Alf Lüdtke sur l'*Eigensinn* (voir Oeser, 2015) pourraient fournir des outils d'analyse utiles à ce sujet.

termes « dissidence⁴⁵ » et « loyauté⁴⁶ », pour reconstituer au plus près les séries de transactions et de négociations avec le champ du pouvoir qui aboutissent à ces identifications. Rompant avec les grilles d'analyse duale des attitudes (fondées sur l'alternative soutien/opposition), une telle démarche permet de distinguer différents profils savants, en fonction des mécanismes de formation de leur capital scientifique, plus ou moins associé à un type de capital politique, selon les ressources que les uns et les autres purent mobiliser, en s'alliant ou en s'opposant à certaines fractions du champ du pouvoir, en soutenant, en contestant ou en se mettant en retrait des tentatives de réforme engagées. Sans gommer la diversité des attitudes adoptées ni leurs oppositions, reconstituer cet éventail de positionnements possibles à l'égard du pouvoir invite à se demander dans quelle mesure a pu s'instaurer une certaine complémentarité ou une « division raisonnable du travail⁴⁷ », permettant l'affirmation progressive d'une légitimité scientifique et la promotion d'une voix des sciences sociales distincte, sinon concurrente, de la langue politique.

L'international comme ressource : dynamiques transnationales des sciences sociales soviétiques

Cette montée en puissance des sciences sociales à l'époque du « socialisme tardif » fut indissociable de leur ouverture internationale, celle-ci constituant une ressource importante pour la légitimation et la construction intellectuelle de ces disciplines, mais aussi un instrument de la politique d'influence de l'État soviétique. Les échanges avec l'Ouest n'avaient certes jamais été complètement coupés durant la période stalinienne. Les années 1930 avaient même pu être perçues comme un « âge d'or », les Soviétiques faisant alors un retour spectaculaire dans les congrès scientifiques⁴⁸. Les répressions staliniennes de la fin des années 1930 avaient néanmoins mis un frein brutal à ces dynamiques internationales. La volonté politique d'isolement de la science soviétique aboutit à une restriction drastique des échanges dont le point culminant fut atteint dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale.

⁴⁵ Voir notamment l'analyse que propose Susanne Schattenberg (2013) sur les transformations des rapports entre le physicien Andreï Sakharov et les dirigeants soviétiques.

⁴⁶ Pour une critique de la notion de « loyauté » dans la trilogie d'Albert O. Hirschman (*voice, exit, loyalty*) et la nécessité de complexifier les « figures de la "fidélité muette" », voir Lehingue, 2001.

⁴⁷ Selon l'expression de l'économiste hongrois Janos Kornai (2014, 337).

⁴⁸ Il en fut ainsi notamment lors du Congrès d'histoire des sciences qui se tint à Londres en 1931 : conduite par le célèbre dirigeant bolchevique et théoricien marxiste Nikolai Boukharine, la délégation soviétique comprenait notamment l'historien des sciences et physicien Boris Hessen, dont l'intervention sur les « Les racines sociales et économiques des "Principia" de Newton » connut en Occident une longue postérité : voir à ce sujet l'édition du texte de Hessen (2006) en français avec les présentations de Christopher Chilvers et Serge Guérout. En 1931 se tint également à Moscou le Congrès de l'Association internationale de psychotechnique, l'une des premières conférences internationales organisées en Russie après la révolution de 1917. Voir Gouarné, 2013, 74-82.

« Détente » et « convergence » : une nouvelle ère d'échanges Est-Ouest

La « renaissance » des sciences sociales dans la période post-stalinienne put s'appuyer sur des dynamiques d'internationalisation, en premier lieu au sein du « bloc » de l'Est, où des projets de coopération furent développés à partir des années 1960, mais aussi au-delà. Certains pays du « monde socialiste », il est vrai, purent servir d'exemples ou de relais entre l'Est et l'Ouest, comme la Pologne, où de fortes traditions de recherche existaient avant la « soviétisation », et la Hongrie, où les marges d'autonomie intellectuelle étaient les plus poussées⁴⁹. Toutefois, ces dynamiques d'internationalisation furent aussi progressivement élargies à l'Ouest, comme l'ont montré toute une série de recherches récentes, s'attachant à explorer les multiples formes d'interaction Est-Ouest, longtemps sous-estimées par une historiographie mettant l'accent sur l'affrontement et la bipolarité⁵⁰. À partir de la fin des années 1950, les échanges de l'Union soviétique avec l'Ouest furent relancés, et, soutenus par divers dispositifs institutionnels, ils prirent une ampleur inégalée dans les années 1970, avant de connaître un certain déclin dans les années 1980. Aussi, loin de marquer une rupture radicale, l'internationalisation des sciences sociales de l'Est après l'effondrement de l'Union soviétique s'opéra-t-elle largement à partir de ces réseaux transnationaux qui s'étaient constitués dans le contexte de la « détente » (voir T. Tönismann).

Jouèrent alors un rôle clé les associations savantes internationales qui avaient été créées sur une base disciplinaire après la Seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion de l'Unesco, dans le but affiché de favoriser l'émergence d'une connaissance universelle et d'influencer positivement la politique internationale⁵¹. À partir de 1954, avec l'arrivée de l'Union soviétique dans l'Unesco, les chercheurs soviétiques et plus largement de l'Europe socialiste y firent une entrée remarquée et participèrent fortement à leurs activités, plusieurs congrès de ces associations pouvant même se tenir dans les pays du « socialisme réel »⁵².

Cette internationalisation des sciences sociales soviétiques put aussi s'appuyer sur les accords intergouvernementaux de coopération scientifique signés, dans une

49 Ces dernières années, une série de travaux ont mis en lumière la diversité des situations des sciences sociales dans les pays socialistes européens, notamment pour la sociologie : Duller et Pawlak, 2017 ; Hincú et Karady, 2018 ; Karady et Nagy, 2019 ; Koleva, 2018 ; Skovajsa et Balon, 2017 ; ainsi que, pour la science économique, Bockman, 2011 ; Düppe et Boldyrev, 2019.

50 Voir notamment Autio-Sarasma et Miklóssy, 2011 ; et plus spécifiquement pour l'histoire des sciences sociales, Boldyrev et Kirtchik, 2016.

51 L'Association internationale des sciences anthropologiques et ethnographiques fut créée en 1948 ; l'Association internationale de sociologie et l'Association internationale de science politique, en 1949 ; l'Association internationale des sciences psychologiques, en 1951, etc. Voir Boncourt, 2018 ; Maurel, 2010 ; Platt, 1998.

52 Par exemple, seule la Pologne avait rejoint l'Association internationale de sociologie en 1950 ; ce ne fut qu'en 1958 que l'Union soviétique y adhéra, suivie par la Tchécoslovaquie (1964), la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie (1968). Voir Mespoulet, 2007, 63 et suiv. Ce retour des chercheurs de l'Est au sein de l'Association se traduisit, en 1970, par l'organisation de son congrès à Varna (Bulgarie).

conjoncture de relâchement des tensions diplomatiques, entre l'Union soviétique et certains États de l'Ouest, comme la Finlande dès 1955, en raison de sa politique internationale de neutralité⁵³, ou la France en 1966, dans le cadre de la stratégie gaulliste d'indépendance nationale et de sortie de la logique bipolaire des « blocs »⁵⁴. Certes, ces accords concernaient en premier lieu les sciences dites dures ou appliquées, conformément aux attentes de l'État soviétique, qui visait par le biais de ces collaborations à accéder aux technologies et savoirs occidentaux dans un but de modernisation du pays⁵⁵. Ils permirent néanmoins de créer un cadre institutionnel d'échanges dont bénéficièrent aussi les sciences humaines et sociales (sous la forme de missions d'étude, de symposiums ou séminaires communs, d'invitations pour des conférences, d'échanges de chercheurs, de projets coopératifs, etc.), en particulier dans le domaine de la science économique et des savoirs liés à la planification⁵⁶. Même le département d'État états-unien, cherchant à conforter son offensive anti-communiste par des actions subversives dans les milieux intellectuels de l'Est, soutint, à la fin des années 1950, la mise en place d'un programme d'échanges avec l'Union soviétique et les pays du « bloc » socialiste, qui connut un fort développement dans les années 1970 : celui-ci, organisé à partir de 1968 par l'International Research and Exchange Board (IREX), une institution émanant du monde universitaire, bénéficia également de l'appui de la fondation Ford – les fondations philanthropiques états-uniennes, depuis leurs expériences européennes de l'entre-deux-guerres, ayant fait de leur action en faveur du développement des sciences sociales un instrument privilégié de leur stratégie de lutte contre l'influence du communisme et du marxisme⁵⁷.

Ces dynamiques d'échanges, enfin, prirent même une forme institutionnelle durable avec la création de centres de recherche internationaux Est-Ouest, notamment en Autriche, en raison de la neutralité du pays. Vienne accueillit ainsi, en 1962, le Centre européen de sciences sociales de l'Unesco, qui, en s'appuyant en partie sur des formes et des réseaux de collaboration hérités de l'entre-deux-guerres, constitua une agence de coordination de recherches comparatives Est-Ouest en sciences sociales⁵⁸. C'est près de Vienne également que s'installa en 1972 l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA), avec le soutien des institutions de recherche de douze pays de l'Est et de l'Ouest, dans le but de fournir une expertise

53 Autio-Sarasma, 2011 ; Mikkonen, 2016. Sur le rôle des échanges avec la Finlande, voir aussi dans ce dossier la contribution de Teele Tõnismann.

54 Rey, 1991.

55 Autio-Sarasma, 2011.

56 Pour la France, voir Gouarné, 2018 ; Gouarné et Kirtchik, 2022.

57 Sur le programme IREX, voir Zhuk, 2013 ; Faure, 2016, 2017 ; ainsi que le témoignage de Katherine Verdery recueilli par Justine Faure : Verdery et Faure, 2011. Sur l'action des fondations philanthropiques états-uniennes à l'Est, voir également Czernecki, 2013 ; Guilhot, 2004 ; Kott, 2021, 100-105 ; Pollak, 1979 ; Stensrud, 2014.

58 Naumann, 2018. Les projets collaboratifs menés visaient à réaliser dans le cadre national des enquêtes simultanées, dont les résultats étaient ensuite comparés.

scientifique au politique, en élaborant des solutions communes aux problèmes mondiaux (environnement, sécurité, etc.). En dépit des divergences de vues, il devint une plateforme de coopération Est-Ouest, valorisant une certaine technicisation du politique autour d'un langage commun, grâce au recours aux méthodes d'analyse des systèmes et de modélisation mathématique⁵⁹.

Bien qu'il fût en partie motivé par des stratégies politiques prises dans des logiques de guerre froide, ce dialogue bénéficia donc de l'esprit de la « détente » et de la « coexistence pacifique ». Surtout, il fut sous-tendu par l'idée d'une « convergence entre les systèmes socialiste et capitaliste », qui connut un large écho à partir des années 1950. Développée depuis les années 1930, la théorie de la convergence, dans ses différentes versions, soutenait l'idée d'un rapprochement entre le système capitaliste de l'Ouest et le système socialiste de l'Union soviétique et des pays de l'Europe de l'Est : les changements que connaissaient l'un et l'autre aboutiraient à un même type de société postindustrielle, ces sociétés devant ainsi faire face à des problématiques communes que l'expertise des sciences sociales pouvait éclairer. Largement discutée et même contestée, cette théorie fut toutefois mobilisée pour légitimer un dialogue entre les « blocs » – à l'Ouest, dans les milieux académiques, mais aussi parmi les élites politico-administratives et la fonction publique internationale, comme à l'Est, notamment par les fractions réformatrices des élites politiques et intellectuelles soviétiques⁶⁰.

Plusieurs des contributions réunies dans ce numéro reviennent sur cette internationalisation des sciences sociales soviétiques en analysant en détail des moments de rencontre Est-Ouest, et plus précisément ceux qui se tinrent en Union soviétique – à Moscou, comme le congrès de l'Association internationale des sciences anthropologiques et ethnographiques de 1964 (voir l'article de Sergei Alymov) ou le congrès de l'Association internationale de science politique de 1979 (voir T. Boncourt et P.-L. Six), ou bien dans des villes de régions périphériques, comme le symposium international sur l'inconscient qui eut lieu à Tbilissi en 1979 (voir T. Svanidzé). L'accueil en Union soviétique de ces événements scientifiques mondiaux atteste une certaine volonté du pouvoir d'État de rompre l'isolement des sciences soviétiques et de les repositionner sur la scène internationale. Répondant aux revendications formulées par les scientifiques dans la période post-stalinienne, le développement des échanges internationaux fut en effet soutenu par l'État, désireux désormais d'explorer les possibilités de la « diplomatie scientifique⁶¹ ». Ce dossier permet néanmoins d'interroger l'ambivalence de cette internationalisation, qui ne cessa de susciter

⁵⁹ Duller, 2016 ; Hutter, 2018 ; Rindzevičiūtė, 2016 ; Riska-Campbell 2011.

⁶⁰ Engerman, 2006 ; Rindzevičiūtė, 2016 ; Bockman et Bernstein, 2008 ; Kott, 2021, 115-121. D'autres centres et institutions se constituèrent en lieux de rencontre entre scientifiques de l'Est et de l'Ouest dans les années 1960 et 1970, comme le Centre de recherche économique et sociologique des pays de l'Est (CESES), créé à Milan en 1964, qui offrit un espace de dialogue entre experts économiques (Bockman, 2011, chap. 5).

⁶¹ Ivanov, 2002.

de vives réticences de la part du pouvoir soviétique, les sciences sociales restant un domaine particulièrement sensible. On le verra à la lecture des articles, leur ouverture internationale ne fut possible que grâce à un travail permanent de négociation au cours duquel les chercheurs devaient user de leurs relations interpersonnelles et justifier la nécessité de ces échanges, en montrant comment ils permettaient de répondre aux attentes du pouvoir, à savoir démontrer la grandeur de la science soviétique pour servir la légitimation du régime et sa stratégie d'influence à l'Ouest, parmi les intellectuels « progressistes », mais aussi – fait longtemps négligé – dans les pays dits alors du « tiers-monde ».

Ambivalences et malentendus : quel dialogue transnational ?

Façonnée par ces intérêts d'État, cette internationalisation eut des effets ambivalents sur les sciences sociales soviétiques. D'un côté, elle obligea les intellectuels à se soumettre à des contraintes supplémentaires. Le pouvoir politique encadra en effet de façon serrée ces contacts internationaux – par l'intermédiaire de la censure qu'il exerçait sur les publications étrangères mises à disposition ou traduites et sur la diffusion des publications soviétiques, au moyen des rapports que devait rédiger tout Soviétique en lien avec des étrangers, mais aussi par la sélection et la surveillance (par le KGB) des chercheurs envoyés en mission ou dans des congrès. De fait, tout intellectuel connu pour des positions contestataires s'en trouvait évincé. La participation aux échanges internationaux impliquait, en raison de ces dispositifs de contrôle, une loyauté renforcée et encourageait un certain conformisme. En témoignent les réactions négatives des Soviétiques à l'égard de toutes les stratégies de politisation et de boycott déployées par les Occidentaux lors de ces congrès, en ce qu'elles risquaient de compromettre leurs possibilités de contact avec l'étranger (voir les articles de T. Svanidzé et de T. Boncourt et P.-L. Six).

Néanmoins, cette internationalisation des sciences sociales soviétiques offrit aussi aux chercheurs de nouvelles possibilités et ressources, matérielles et symboliques. Certes, il reste difficile d'évaluer l'incidence qu'eut cette mise en circulation à l'Est des savoirs occidentaux sur la transformation des modes de penser du social et du politique⁶². Les contributions du dossier permettent toutefois de souligner combien cette ouverture internationale fut un atout dans les luttes de défense de la profession et de reconquête de marges d'autonomie, y compris dans les régions périphériques de l'Union soviétique, comme les pays baltes où elle favorisa l'affirmation d'une tradition nationale face au projet impérial soviétique (voir T. Tönismann). Alors que durant la période stalinienne, la présence soviétique sur la scène savante internationale avait pris la forme d'une attaque frontale contre la science occidentale, au risque parfois

⁶² Cette question est notamment discutée à partir d'études centrées sur la prospective, la futurologie et la science économique. Voir Bockman, 2011 ; Christian, Kott et Matejka, 2018 ; Rindzevičiūtė, 2016.

de discréditer la « science soviétique », les chercheurs furent désormais appelés à étudier les succès scientifiques de l'Occident et à formuler une critique mieux informée, détaillée, sérieuse, afin de conforter l'image de l'Union soviétique. Une telle exigence justifia la nécessité de relâcher quelque peu la censure qui empêchait la diffusion internationale des résultats des enquêtes soviétiques et la circulation en Union soviétique des travaux occidentaux. Des œuvres, condamnées auparavant, purent être de nouveau citées et même publiées, comme les écrits de Vygotski (sur la théorie du développement de l'enfant), que ses proches collaborateurs des années 1920-1930, Alexis Leontiev et Alexandre Luria, parvinrent à faire réhabiliter en 1955-1956, en les faisant publier en Occident⁶³. Le nombre de chercheurs en contact direct avec l'étranger, bien qu'il demeurât toujours limité, connut une nette augmentation. L'accès à l'international, certes strictement contrôlé, ne fut plus réservé à ceux dont les écrits étaient le plus conformes à la ligne idéologique imposée par le haut. Fait notable, lors du Congrès mondial de science politique de Moscou en 1979, les promoteurs d'une « science politique » en Union soviétique parvinrent à évincer la discipline concurrente du « communisme scientifique » qui, avec le matérialisme historique et le matérialisme dialectique, constituait pourtant le fondement de la doctrine marxiste (voir T. Boncourt et P.-L. Six). De même, le recours aux savoirs occidentaux, s'il restait politiquement suspect, fut progressivement autorisé, dans la mesure où il ne remettait pas en cause la théorie générale des sciences sociales, assimilée au matérialisme historique : la notion mertonienne de « théorie de moyenne portée » fut ainsi mobilisée dans les sciences sociales soviétiques pour définir l'espace dans lequel un travail conceptuel était possible malgré le monopole du marxisme-léninisme⁶⁴. Enfin, certains domaines de recherche, considérés auparavant comme des « sciences bourgeoises » à dénoncer, changèrent de statut et devinrent des domaines de recherche légitimes, comme la sociologie⁶⁵, l'ethnopsychologie (voir S. Alymov), et même la psychanalyse (voir T. Svanidzé) et la science politique (voir T. Boncourt et P.-L. Six), pourtant dépourvues de réelle assise institutionnelle et d'autonomie disciplinaire.

Même si elle fut étroitement contrôlée dans ses modalités et ses usages par le pouvoir d'État, cette internationalisation ne fut donc pas, loin de là, sans effets sur les marges de manœuvre que s'efforçaient d'élargir certaines fractions des sciences sociales soviétiques : elle fut en ce sens l'un des ressorts des processus d'institutionnalisation et de professionnalisation de bien des domaines de recherche. Ce sont aussi ses conséquences sur les dynamiques globales des sciences sociales qu'invitent à interroger les contributions de ce dossier. L'examen qu'elles proposent des réactions occidentales à ces moments de rencontre Est-Ouest le montre : ces dialogues transnationaux restent

⁶³ Voir le témoignage du psychologue français René Zazzo, 1989.

⁶⁴ Voir l'interview avec le philosophe V. Kellé dans *Voprossy filosofii*, 2001, 6, cité dans Firsov, 2003, 64.

⁶⁵ Mespoulet, 2007.

difficiles et emplis de malentendus, tant les obstacles demeuraient élevés, pour certains de nature politique et idéologique, pour d'autres, liés aux décalages entre traditions de recherche, aux barrières linguistiques et culturelles⁶⁶. Ces échanges reposèrent un temps sur un certain alignement des intérêts des sciences sociales soviétiques avec ceux des sciences sociales occidentales, autour de la défense de l'autonomie et de la reconnaissance de champs de savoirs. Ils n'aboutirent pas pour autant nécessairement à l'émergence d'une véritable langue commune (voir l'article de T. Boncourt et P.-L. Six sur la science politique et celui de T. Svanidzé sur la psychanalyse). Même dans un domaine de recherche comme l'économie, où le recours commun à la mathématisation put permettre de véritables circulations d'idées, de théories et de savoir-faire, les désillusions furent fortes et l'apport spécifique de la science économique de l'Est fut minimisé, voire obliéré⁶⁷.

En dépit de la multiplication des échanges, les sciences sociales soviétiques conservèrent bien souvent aux yeux des Occidentaux un statut subalterne. Certes, leur retour sur la scène internationale suscita initialement un vif intérêt à l'Ouest. Elles parvinrent ainsi à impulser de nouveaux débats et, dans certaines disciplines, à s'affirmer comme pionnières, comme ce fut le cas en anthropologie sur la question du racisme (voir S. Alymov). Toutefois, elles furent, dans bien des domaines de recherche, perçues comme une science empirique, dépourvue de véritables capacités théoriques ou méthodologiques innovantes et autonomes : elles furent considérées avant tout pour la connaissance (les « faits ») qu'elles pouvaient apporter sur la société et l'homme soviétiques, sinon comme des sciences à libérer par l'introduction de savoirs occidentaux. Cette vision, il est vrai, n'était pas sans lien avec la réalité des sciences sociales soviétiques, les contraintes politico-idéologiques qui pesaient sur elles limitant, on l'a vu, leur ambition théorique. Toutefois, elle fut aussi (et peut-être surtout) le produit de la domination intellectuelle occidentale. Cette image fut d'ailleurs accentuée dans la période post-socialiste et reste aujourd'hui vivace, comme le note dans sa contribution Teele Tõnismann à partir du cas balte : elle continue de façonner le statut international des sciences sociales de l'Est, souvent réduites, dans les projets internationaux, à occuper des fonctions empiriques de collecte de données, coupées des discussions théoriques et méthodologiques, au point de susciter une certaine déception parmi ces chercheurs de l'Est.

Surtout, prise dans les logiques de guerre froide, cette représentation des sciences sociales (post-)soviétiques a pu dissimuler ce qui fut l'un des enjeux majeurs de cette ouverture internationale et peut-être même l'un de ses principaux effets. Une réévaluation de son incidence sur les dynamiques globales des savoirs nécessiterait de déplacer le regard vers les régions périphériques et les pays ex-colonisés, qui furent,

⁶⁶ Voir également le cas des débats Est-Ouest sur l'histoire de la Révolution française : Aberdam et Tchoudinov, 2014.

⁶⁷ Bockman et Eyal, 2002.

au moins autant que l’Ouest sinon davantage, au centre de la stratégie d’influence soviétique (voir S. Alymov et T. Boncourt et P.-L. Six). De fait, l’internationalisme soviétique de la période post-stalinienne, s’attachant à promouvoir un autre modèle de « modernité », fut principalement tourné vers le « tiers-monde », comme l’ont souligné des recherches récentes. Initialement focalisée sur les rapports Est-Ouest, l’histoire transnationale de la guerre froide s’articule en effet aujourd’hui à une histoire (post-)coloniale, élargissant pour cela sa perspective géographique au Sud global⁶⁸. Dès lors, sans doute est-ce dans leurs efforts pour incarner une alternative critique aux savoirs occidentaux et pour contester l’hégémonie de ces derniers que les sciences sociales soviétiques bousculèrent les logiques de domination (Est/Ouest et Nord/Sud) qui structuraient l’espace intellectuel mondial. Tout en s’appropriant certaines théories et méthodes occidentales, elles durent aussi, en réponse aux attentes du pouvoir d’État soviétique, déployer tout un discours critique contre les sciences de l’Ouest – leurs préjugés racistes, leur orientation biologisante et psychologisante, notamment. En ce sens, elles ont pu ouvrir la voie à un décentrement des sciences sociales mondiales, au moment même où commençaient à émerger, en provenance des pays du « Sud », des voix contestant le « colonialisme intellectuel » et « l’occidentalocentrisme » des sciences sociales⁶⁹.

La force réformatrice des sciences sociales soviétiques

Lancée en 1985, la perestroïka ouvrit un nouvel « appel d’offres » pour les sciences sociales, censées une fois encore jouer un rôle central dans l’entreprise de rénovation du socialisme soviétique, en rompant avec certaines « erreurs » de la période antérieure, qualifiée alors de « stagnation ». Au plenum du Comité central du PCUS de janvier 1987, Mikhaïl Gorbatchev soulignait dans son rapport combien l’attitude – qui avait prévalu auparavant – à l’égard de la théorie ne pouvait « qu’avoir – et a effectivement eu – un effet négatif sur les sciences sociales [et] leur rôle dans la société⁷⁰ ». La perestroïka était alors présentée comme « un tournant décisif vers la science⁷¹ » ; et, de fait, lors du XIX^e Congrès du PCUS de juin-juillet 1988, qui impulsa de profondes réformes politiques (avec la mise en place du congrès des députés du peuple et l’émergence d’un système politique compétitif fondé sur des élections), les décisions prises préconisèrent de renforcer considérablement la place des sciences sociales dans la vie publique et politique du pays.

⁶⁸ Sur cette dynamique historiographique, voir, entre autres, Engerman, 2011 ; Faure et Del Pero, 2020 ; Katsakioris, 2006 ; Mark et Rupprecht, 2020 ; Rupprecht, 2017 ; Yengo et Saint Martin, 2017. Une même démarche de recherche est développée pour les pays de l’Europe socialiste : voir, par exemple, Dragostinova et Fidelis, 2018 ; Mazurek, 2018.

⁶⁹ Dufoix et Macé, 2019. Pour une histoire sociale des études post-coloniales, voir aussi Brisson, 2018.

⁷⁰ « Matiérialy Pliéniouma Tsentral’nogo Komitiéta KPSS 27-28 ianvaria 1987 goda », Moskva, Politizdat, 1987.

⁷¹ *Ibid.*

C'est dans cette conjoncture que s'imposa une vision critique des sciences sociales des décennies précédentes, justifiant la nécessité d'une refonte radicale. La présidente de l'Association de sociologie soviétique (1986-1991) Tatiana Zaslavskaja, qui fut l'une des personnalités intellectuelles influentes sous Gorbatchev, dénonça alors avec verve l'état catastrophique en Union soviétique des sciences sociales, longtemps « à l'arrière-garde de la société », handicapées par de multiples tabous et amputées de toute réflexion théorique⁷². Dès 1983, dans un texte qui circula à l'étranger sous le titre de « Manifeste de Novossibirsk », elle pointa comme l'une des principales causes des « problèmes actuels de l'économie socialiste » « le niveau insuffisant de développement des sciences sociales », définissant pour y remédier un vaste programme de recherche sociologique adossé à la science économique⁷³.

De ce dossier se dégage, on l'a vu, une vision bien plus contrastée du « socialisme tardif ». Loin de se réduire à une période d'inertie et de dogmatisme immuable, il apparaît, au contraire, comme un moment clé de l'expansion et de l'institutionnalisation des sciences sociales. Ces dynamiques s'inscrivaient dans un processus plus large – celui de l'ascension d'une nouvelle *intelligentsia* dans les sociétés de l'Est⁷⁴, porté par l'élargissement de l'enseignement secondaire et supérieur⁷⁵. Si les sciences sociales purent devenir, au moment de la perestroïka, selon les termes de Moshe Lewin, « une réelle force sur la scène sociale et culturelle soviétique », porteuse d'une nouvelle philosophie sociopolitique⁷⁶, c'est donc en grande partie sur la base des dynamiques – mais aussi des contradictions – qui les travaillèrent dans les années 1960 et 1970. L'itinéraire de Fiodor Bourlatski, sur lequel revient en détail Pierre-Louis Six (voir la rubrique « Document »), est à cet égard exemplaire : inséré dans la bureaucratie de

72 T. I. Zaslavskaja, « Piériestroïka i sotsiologiiia », *Pravda*, 6 février 1987, p. 2-3 [Des extraits furent traduits et publiés dans *La Pensée*, 263, mai-juin 1988, p. 107-111]. Voir aussi les interventions sur les sciences sociales d'Alexandre Iakovlev, proche collaborateur de Gorbatchev et promoteur de la perestroïka. Sur son rôle pendant cette période, voir Pipes, 2015. Voir également le rapport qu'il a prononcé devant la section des sciences sociales du présidium de l'Académie des sciences en 1987 et qui fut traduit et publié dans *La Pensée* (263, mai-juin 1988, p. 82-102) sous le titre « Perestroïka et sciences sociales ».

73 Économiste de formation, Zaslavskaja s'est orientée vers l'analyse sociologique à partir des années 1960 et a développé un nouveau champ de recherche en sociologie économique, alors qu'elle travaillait à l'Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle (dirigé par Abel Aganbegian) au sein de la filiale sibérienne de l'Académie des sciences, à Novossibirsk. C'est dans le cadre d'un séminaire fermé qu'elle présenta un rapport sur les difficultés sociales et économiques de l'Union soviétique. Ce document, dont les autorités soviétiques avaient interdit la diffusion, circula néanmoins à l'étranger, où il suscita un vif étonnement et un grand intérêt, en raison de la critique ouverte et argumentée du système social soviétique qu'il présentait. Des extraits en furent publiés dans la presse états-unienne et allemande, et il fut alors connu sous le nom de « Manifeste de Novossibirsk ». Une traduction du texte en français a été publiée dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (38, 1993, p. 90-104) par les soins de Marie Mendras et Marie-Thérèse Vernet-Straggiotti. Sur la trajectoire de Zaslavskaja et l'histoire du « Manifeste de Novossibirsk », voir Josephson, 1997, 232-249.

74 Konrad et Szelenyi, 1979 ; Szelenyi, 1978.

75 Sur la crise du mode de reproduction sociale que connaissent les pays socialistes de l'Est à partir des années 1960 à la suite de la généralisation de l'enseignement secondaire et supérieur, voir Pudal, 2009, 72-75 notamment. Sur l'enseignement soviétique, Kukulin, Maiofis et Safronov, 2015 ; Kuz'minov, Udkevič, 2021.

76 Lewin, 1989, chap. 7.

Parti et pris dans les luttes politiques internes au PCUS, il fut, à partir des années 1960, l'un des principaux promoteurs de la science politique, avant d'occuper des fonctions importantes lors de la perestroïka comme conseiller de Gorbatchev et député au congrès des députés du peuple de l'Union soviétique. Comme le notait Pierre Bourdieu dans sa recension de l'ouvrage de Lewin, « Gorbatchev s'appuie sur des spécialistes très instruits, un groupe qui croît très rapidement et qui s'impatiente de plus en plus face aux contradictions causées par une structure politique dépassée – en particulier, la censure et les contrôles imposés, et les freins bureaucratiques à l'efficacité technique et à l'innovation scientifique⁷⁷ ».

Cette impatience était d'autant plus forte que les sciences sociales, façonnées par la vocation réformatrice qui avait présidé à leur « renouveau » depuis les années 1950, pouvaient désormais s'appuyer sur un ensemble d'associations et d'institutions, sur une masse considérable de travaux et d'enquêtes, sur un ensemble de savoirs et de théories, en partie venus de l'Occident. La perestroïka fut dès lors perçue comme une « fenêtre d'opportunité » permettant de donner un nouvel élan aux ambitions réformatrices des sciences sociales, qui, certes, sous Brejnev, avaient pu développer différentes formes d'expertise d'État (notamment avec le vaste Programme de prévision du progrès scientifique et technologique de l'URSS⁷⁸) et donner voix à une critique « officielle », mais en les associant à une forme de conservatisme autoritaire.

L'éthos réformateur des sciences sociales soviétiques avait été, en effet, en permanence contrarié par un régime politique incapable de résoudre les contradictions auxquelles il était confronté. Aussi les sciences sociales en Union soviétique ont-elles, à certains égards, suivi des processus d'institutionnalisation, de légitimation et de disciplinarisation comparables à ceux qui se déroulèrent dans les espaces nationaux occidentaux, mais à la différence majeure qu'elles restèrent inscrites dans l'orbite de l'appareil d'État et adossées aux luttes internes au champ du pouvoir. Enfermées dans des fonctions d'expertise au service de l'État socialiste, elles se développèrent sans réelle ouverture possible vers une science sociale académique (c'est-à-dire relativement autonome dans la formulation de ses programmes de recherche, ses hypothèses et ses théories), ni vers une science sociale critique, ou alors au prix d'une marginalisation académique. Si la perestroïka a pu marquer une rupture dans la trajectoire des sciences sociales soviétiques, c'est donc moins par la lutte engagée contre leurs « faiblesses »

77 Bourdieu, 1988 : « Gorbatchev relies on highly educated specialists, a group which is growing very rapidly and becoming increasingly impatient with the contradictions caused by an outdated political structure – in particular, censorship and controls imposed by officials, and the bureaucratic brakes on technical efficiency and scientific innovation. »

78 À partir de 1972, des « programmes complets du progrès scientifique et technique de l'URSS » sur vingt ans furent préparés à la demande du Comité d'État pour la planification (Gosplan) et d'autres organes administratifs, conjointement avec tous les instituts du département d'économie de l'Académie des sciences et des instituts de recherche affiliés aux branches industrielles (sous la direction de l'académicien Alexandre Antchikhine). Trois programmes furent présentés avant la fin du régime soviétique. S'appuyant sur les savoirs des sciences sociales, ils formulaient des analyses sur l'état des branches et des secteurs de l'économie ainsi que des prévisions de développement économique et social du pays.

antérieures, mais bien en raison du nouveau statut qu'elles purent acquérir à la suite de l'apparition de nouveaux acteurs politiques (associations, clubs, partis, médias, etc.)⁷⁹ – celui, pour reprendre la terminologie de Michael Burawoy, d'une « science sociale publique » : elles furent alors capables, à côté du rôle d'expertise qu'elles pouvaient remplir pour l'État, d'entrer en dialogue avec les nouveaux publics qui se formaient en lien avec l'émergence d'une société civile⁸⁰.

79 Sigman, 2009.

80 Burawoy, 2009.

Bibliographie

- Aberdam, S., Tchoudinov, A.** (dir.), 2014, *Écrire l'histoire par temps de guerre froide. Soviétiques et Français autour de la crise de l'Ancien Régime*, Paris, Société d'études robespierristes.
- Adams, M. B.**, 1990, « Eugenics in Russia », dans Adams, M. B., (dir.), *The Welborn Science. Eugenics in Germany, France, Brazil, and Russia*, New York, Oxford University Press.
- Adams, M. B.**, 2001, « Networks in Action. The Khrushchev Era, the Cold War, and the Transformation of Soviet Science », dans Allen, G. E., MacLeod, R. M. (dir.), *Science, History and Social Activism. A Tribute to Everett Mendelsohn*, Dordrecht, Kluwer Academic Publisher, p. 255-276.
- Alymov, S.**, 2006, *P.I. Kushner i razvitiye sovetskoy etnografii v 1920-1950-ye gody*, Moscou, IEA RAN.
- Alymov, S.**, 2020, « O lichnostyakh i elementalakh: pozdnesovetskaya sotsial'naya filosofiya ot marksistskogo gumanizma k ideye Homo sovieticus », *Antropologicheskiiy forum*, 47, p. 11-52.
- Autio-Sarasmö, S.**, 2011, « Knowledge through the Iron Curtain. Soviet Scientific-Technical Cooperation with Finland and West Germany », dans Autio-Sarasmö, S., Miklóssy, K. (dir.), *Reassessing Cold War Europe*, New York/Londres, Routledge, p. 66-82.
- Autio-Sarasmö, S., Miklóssy, K.** (dir.), 2011, *Reassessing Cold War Europe*, New York/Londres, Routledge.
- Babak, G., Dmitriev, A.**, 2021, *Atlantida sovetskogo natsmodernizma. Formal'nyy metod v Ukraine (1920-ye – nachalo 1930-kh)*, Moscou, NLO.
- Batygin, G.** (dir.), 1999, *Rossiyskaya sotsiologiya shestidesyatykh godov v vospominaniyakh i dokumentakh*, Saint-Pétersbourg, Russkiy khristianskiy gumanitarnyy institut.
- Beilharz, P.**, 2000, *Zygmunt Bauman. Dialectic of Modernity*, Londres, SAGE Publications.
- Bertrand, F.**, 2003, « Une science sans objet ? L'éthnographie soviétique des années 20-30 et les enjeux de la catégorisation ethnique », *Cahiers du monde russe*, 44 (1), p. 93-110.
- Bikbov, A.**, 2014, *Grammatika poryadka. Istoricheskaya sotsiologiya ponyatiy, kotoryye menyayut nashu real'nost'*, Moscou, Izdate'l'kij dom NIU VSHE.
- Blum, A.**, 2004, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon.
- Blum, A., Mespoulet, M.**, 2003, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte.
- Bockman, J.**, 2011, *Markets in the Name of Socialism. The Left-Wing Origins of Neoliberalism*, Stanford, Stanford University Press.
- Bockman, J., Bernstein, M. A.**, 2008, « Scientific Community in a Divided World. Economists, Planning, and Research Priority during the Cold War », *Comparative Studies in Society and History*, 50 (3), p. 581-613.
- Bockman, J., Eyal, G.**, 2002, « Eastern Europe as a Laboratory for Economic Knowledge. The Transnational Roots of Neoliberalism », *American Journal of Sociology*, 108 (2), p. 310-352.
- Boldyrev, I., Kirtchik, O.** (dir.), 2016, « Social and Human Sciences on Both Sides of the Iron Curtain », *History of the Human Sciences*, 29 (4-5).
- Boldyrev, I., Kirtchik, O.**, 2017, « The Cultures of Mathematical Economics in the Postwar Soviet Union. More than a Method, Less than a Discipline », *Studies in History and Philosophy of Science*, 63, p. 1-10.
- Boncourt, T.**, 2018, « What "Internationalization" means in the Social Sciences. A Comparison of the International Political Science and Sociology Associations », dans Heilbron, J., Sorá, G., Boncourt, T. (dir.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*, Cham (Suisse), Palgrave Macmillan.

- Bourdieu**, P., 1988, « A Long Trend of Change » [sur Lewin, M., *The Gorbachev Phenomenon. A Historical Interpretation*], *Times Literary Supplement*, 12-18 août 1988, p. 875-876.
- Brisson**, T., 2018, *Décentrer l'Occident. Les intellectuels postcoloniaux, chinois, indiens et arabes, et la critique de la modernité*, Paris, La Découverte.
- Burawoy**, M., 2009 [2005], « Pour la sociologie publique », traduit par Hauchecorne, M. et Ollion, É., *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, p. 121-144.
- Cadiot**, J., 2007, *Le laboratoire impérial. Russie-URSS, 1860-1940*, Paris, CNRS Éditions.
- Christian**, M., **Kott**, S., **Matejka**, O. (dir.), 2018, *Planning in Cold War Europe. Competition, Cooperation, Circulations (1950s-1970s)*, Berlin, De Gruyter.
- Claro**, M., 2015, « Interpréter et transformer ? La "question des femmes" et la "question sexuelle" dans les sciences sociales soviétiques », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 41, p. 41-64.
- Cvetkovsky**, R., **Hofmeister**, A. (dir.), 2014. *An Empire of Others. Creating Ethnographic Knowledge in Imperial Russia and the USSR*, Budapest, Central European University Press.
- Czernecki**, I., 2013, « An Intellectual Offensive. The Ford Foundation and the Destalinization of the Polish Social Sciences », *Cold War History*, 13 (3), p. 289-310.
- David-Fox**, M., 2015, *Crossing Borders. Modernity, Ideology, and Culture in Russia and the Soviet Union*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press.
- David-Fox**, M., **Péteri** G. (dir.), 2000, *Academia in Upheaval. Origins, Transfers, and Transformations of the Communist Academic Regime in Russia and East Central Europe*, Londres, Bergin & Garvey.
- Dragostinova**, T., **Fidelis**, M., 2018, « Introduction. Beyond the Iron Curtain. Eastern Europe and the Global Cold War », *Slavic Review*, 77 (3), p. 577-587.
- Dubrovskii**, A., 2017, *Vlast' i istoricheskaya mysl' v SSSR (1930-1950-ye gg.)*, Moscou, Politicheskaya entsiklopediya (Rosspen).
- Dufaud**, G., 2021, *Une histoire de la psychiatrie soviétique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Dufoix**, S., **Macé**, É., 2019, « Les enjeux d'une sociologie mondiale non hégémonique », *Zilsel*, 5, p. 88-121.
- Duller**, M., 2016, « Internationalization of Cold War Systems Analysis. RAND, IIASA and the Institutional Reasons for Methodological Change », *History of the Human Sciences*, 29 (4-5), p. 172-190.
- Duller**, M., **Pawlak**, M. (dir.), 2017, « Socjologia w realnym socjalizmie » [La sociologie dans le socialisme réel], *Stanrzyczy*, 2 (13).
- Düppe**, T., **Boldyrev**, I., (dir.), 2019, « Economic Knowledge in Socialism, 1945-1989 », *History of Political Economy*, Annual Supplement, 51.
- Engerman**, D. C., 2006, « To Moscow and Back. American Social Scientists and the Concept of Convergence », dans Lichtenstein, N. (dir.), *American Capitalism. Social Thought and Political Economy in the Twentieth Century*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- Engerman**, D. C., 2009, *Know your Enemy. The Rise and Fall of America's Soviet Experts*, Oxford/New York, Oxford University Press.
- Engerman**, D. C., 2011, « The Second World's Third World », *Kritika*, 12 (1), p. 183-211.
- Etkind**, A., 1992, « L'essor et l'échec du mouvement "paidologique". De la psychanalyse au "nouvel homme de masse" », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 33 (4), p. 387-418.
- Etkind**, A., 1993, *Histoire de la psychanalyse en Russie*, Paris, PUF.
- Faure**, J., 2016, « Les échanges universitaires entre les États-Unis, l'URSS et l'Europe de l'Est. Arme de guerre froide ou facteur de rapprochement entre les blocs ? », dans Defrance, C., Kwaschik, A. (dir.), *La guerre froide et l'internationalisation des sciences. Acteurs, réseaux et institutions*, Paris, CNRS Éditions, p. 107-124.

- Faure, J.**, 2017, « “Nous devons élargir chaque fissure du rideau de fer”. La diplomatie culturelle américaine en direction du bloc soviétique au prisme des échanges universitaires (1955-1961) », *Relations internationales*, 169, p. 53-68.
- Faure, J., Del Pero, M.**, 2020, « La Guerre froide globale », *Monde(s)*, 18, p. 9-30.
- Feuerhahn, W.**, 2020, « Prendre les noms des savoirs au sérieux », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 37, p. 9-28.
- Feygin, Y.**, 2019, « “The Honest Marxist”. Yakov Kronrod and the Politics of Cold War Economics in the Post-Stalin USSR », *History of Political Economy*, 51 (S1), p. 100-126.
- Firsov, B.**, 2003, « Istoriya i sociologia. Steny i mosty », *Zhurnal sotsiologii i sotsial'noy antropologii*, 6 (3), p. 56-68.
- Firsov, B.**, 2012, *Istoriya sovestskoy sotsiologii : 1950-1980-e gody*, Saint-Petersbourg, Evropeiskiy universitet v Sankt-Peterburge.
- Gadet, F. et al.**, 1979, *Les maîtres de la langue, avec des textes de Marr, Staline, Polivanov*, Paris, Maspero.
- Gilburd, E., Zakharova, L.** (dir.), 2006, « Repenser le Dégel. Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique », *Cahiers du monde russe*, 47 (1-2).
- Gouarné, I.**, 2013, *L'introduction du marxisme en France. Philosoviétisme et sciences humaines, 1920-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Gouarné, I.**, 2018, « Mandatory Planning versus Indicative Planning ? The Eastern Itinerary of French Planners (1960s-1970s) », dans Christian, M., Kott, S., Matejka, O. (dir.), *Planning in Cold War Europe. Competition, Cooperation, Circulations (1950s-1970s)*, Berlin, De Gruyter, p. 71-96.
- Gouarné, I., Kirtchik, O.**, 2022, « Computers for the Planned Economy. Franco-Soviet Scientific-Technical Cooperation during the Cold War », *Europe-Asia Studies*, p. 1-24
- Graham, L. R.**, 1967, *The Soviet Academy of Sciences and the Communist Party, 1927-1932*, Princeton, Princeton University Press.
- Gregory, P. R.**, 2004, *The Political Economy of Stalinism. Evidence from the Soviet Secret Archives*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Guilhot, N.**, 2004, « Une vocation philanthropique. Georges Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, p. 36-48.
- Hessen, B.**, 2006, *Les racines sociales et économiques des « Principia » de Newton*, traduction et commentaires de Guérout, S., postface de Chilvers, C., Paris, Vuibert.
- Hîncu, A., Karady, V.** (dir.), 2018, *Social Sciences in the “Other Europe” since 1945*, Budapest, Central European University.
- Hirsch, F.**, 2005, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Ithaca, Cornell University Press.
- Hutter, M.**, 2018, « Ecosystem Research and Policy Planning. Revisiting the Budworm Project (1972-1980) at the IIASA », dans Christian, M., Kott, S., Matejka, O. (dir.), *Planning in Cold War Europe. Competition, Cooperation, Circulations (1950s-1970s)*, Berlin, De Gruyter, p. 261-284.
- Ilic, M., Smith, J.** (dir.), 2009, *Soviet State and Society under Nikita Khrushchev*, Londres/New York, Routledge.
- Ivanov, K.**, 2002, « Science after Stalin. Forging a New Image of Soviet Science », *Science in Context*, 15 (2), p. 317-338.
- Ivanova, A.**, 2017, *Magaziny «Berezka» Paradoksy potrebleniya v pozdnem SSSR*, Moscou, NLO.
- Jones, P.** (dir.), 2006, *The Dilemmas of De-Stalinization. Negotiating Cultural and Social Change in the Khrushchev Era*, Londres/New York, Routledge.
- Josephson, P. R.**, 1997, *New Atlantis Revisited. Akademgorodok, the Siberian City of Science*, Princeton, Princeton University Press.
- Karady, V., Nagy, P. T.**, 2019, *Sociology in Hungary. A social, Political and Institutional History*, Cham (Suisse), Palgrave Macmillan.

- Katsakioris**, C., 2006, « L'Union soviétique et les intellectuels africains. Internationalisme, panafricanisme et négritude pendant les années de la décolonisation, 1954-1964 », *Cahiers du monde russe*, 47 (1-2), p. 15-32.
- Kelly**, C., 2021, *Soviet Art House. Lenfilm Studio under Brezhnev*, Oxford, Oxford University Press.
- Kemper**, M., **Conermann**, S. (dir.), 2011, *The Heritage of Soviet Oriental Studies*, Londres/New York, Routledge.
- Kirtchik**, O., 2021, « Kruchtchev », dans Ducange, J.-N., Keucheyan, R., Roza, S. (dir.), *Histoire globale des socialismes, XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, p. 913-922.
- Kochetkova**, E., 2019, « Milk and Milk Packaging in the Soviet Union. Technologies of Production and Consumption, 1950s-70s », *Russian History*, 46 (1), p. 29-52.
- Koleva**, S., 2018, *Totalitarian Experience and Knowledge Production. Sociology in Central and Eastern Europe, 1945-1989*, Leyde/Boston, Brill.
- Konrad**, G., **Szelenyi**, I., 1979, *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*, Paris, Éditions du Seuil.
- Kornai**, J., 2014 [éd. hongroise, 2005], *À la force de la pensée. Autobiographie irrégulière*, Paris, L'Harmattan.
- Kotkin**, S., 1995, *Magnetic Mountain. Stalinism as a Civilization*, Berkeley, University of California Press.
- Kott**, S., 2021, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Paris, Éditions du Seuil.
- Krementsov**, N., 1997, *Stalinist Science*, Princeton, Princeton University Press.
- Krementsov**, N., 2011, « From "Beastly Philosophy" to Medical Genetics. Eugenics in Russia and the Soviet Union », *Annals of Science*, 68 (1), p. 61-92.
- Kukulini**, I. V., **Maiofis**, M. L., **Safronov**, P. A., (dir.), 2015, *Ostrova utopii: pedagogicheskoye i sotsial'noye proyektirovaniye poslevoynnoy shkoly (1940-1980-ye)*, Moscou, Novoye literaturnoye obozreniye.
- Kurnosov**, A., 2006, « Ob odnom iz epizodov razgroma istoricheskoy nauki 1960-1970-kh gg. (po materialam tsentra khraneniya sovremennoy dokumentatsii) », *Voprosy obrazovaniya*, 4, p. 363-390.
- Kuz'minov**, ïa, **Ûdkevič**, M., 2021, *Universitety v Rossii: kak èto rabotaet*, Moscou, Izdatel'skiï dom VShÈ.
- Laborie**, P., 2011, *Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Montrouge, Bayard.
- Lebina**, N., 2018, *Passazhiry kolbasnogo poyezda. Etyudy k kartine byta rassiyskogo goroda: 1917-1991*, Moscou, NLO.
- Lecourt**, D., 1995 [1976], *Lyssenko. Histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Paris, Presses universitaires de France.
- Leeds**, A., 2016, « Dreams in Cybernetic Fugue. Cold War Technoscience, the Intelligentsia, and the Birth of Soviet Mathematical Economics », *Historical Studies in the Natural Sciences*, 46 (5), p. 633-668.
- Lehingue**, P., 2001, « L'éclipse de la *loyalty* dans la trilogie conceptuelle d'A. O. Hirschman », dans Laroche, J. (dir.), *La loyauté dans les relations internationales*, Paris, L'Harmattan, p. 77-100.
- Lewin**, M., 1989 [1^{ère} éd. anglaise, 1988], *La grande mutation soviétique*, Paris, La Découverte.
- Mark**, J., **Rupprecht**, T., 2020, « The Socialist World in Global History. From Absentee to Victim to Co-Producer », dans Middell, M. (dir.), *The Practice of Global History. European Perspectives*, Londres, Bloomsbury, p. 81-115.
- Maurel**, C., 2010, *Histoire de l'Unesco. Les trente premières années, 1945-1974*, Paris, L'Harmattan.
- Mazurek**, M., 2018, « Polish Economists in Nehru's India. Making Science for the Third World in an Era of De-Stalinization and Decolonization », *Slavic Review*, 77 (3), p. 588-610.

- Mespoulet, M.**, 2007, « La "renaissance" de la sociologie en URSS (1958-1972). Une voie étroite entre matérialisme historique et "recherches sociologiques concrètes" », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 16, p. 57-86.
- Mespoulet, M.**, 2008, *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris, Institut national d'études démographiques.
- Mikkonen, S.**, 2016, « In the Shadow of Technology. The Anatomy of East-West Scholarly Exchanges in the Late Soviet Period », *History of Human Sciences*, 29 (4-5), p. 151-171.
- Miller, M.**, 2001 [1^{ère} éd. anglaise, 1998], *Freud au pays des Soviets*, traduit de l'anglais par Gleize, S., Paris, Les empêcheurs de penser en rond.
- Mitrokhin, N.**, 2013, « Back-Office Mikhaila Suslova ili kem i kak proizvodilas' ideologiya brezhnevskogo vremeni », *Cahiers du monde russe*, 54 (3-4), p. 409-440.
- Mitrokhin, N.**, 2014, « The CPSU Central Committee Apparatus, 1970-85. Personnel and Role in the Soviet Political System », *Russian History*, 41 (3), p. 307-328.
- Muel-Dreyfus, F.**, 1996, *Vichy et l'éternel féminin. Contribution à une sociologie politique de l'ordre des corps*, Paris, Éditions du Seuil.
- Naumann, K.**, 2018, « International Research Planning across the Iron Curtain. East-Central European Social Scientists in the ISSC and Vienna Centre », dans Christian, M., Kott, S., Matejka, O. (dir.), *Planning in Cold War Europe. Competition, Cooperation, Circulations (1950s-1970s)*, Berlin, De Gruyter, p. 97-122.
- Oeser, A.** (dir.), 2015, « Penser les rapports de domination avec Alf Lüdtke », *Sociétés contemporaines*, 99-100.
- Orain, O.**, 2018, « Les Écoles en sciences de l'homme. Usages indigènes et catégories analytiques », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 32, p. 7-38.
- Orain, O., Marcel, J.-C.** (dir.), 2018, « Penser par écoles », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 32.
- Orlova, G.**, 2019, « Sekretnaia laboratornaia zhizn' v SSSR, 1940-1970 », *Cahiers du monde russe*, 60 (2-3), p. 461-492.
- Parsons, T.**, 1965, « An American Impression of Sociology in the Soviet Union », *American Sociological Review*, 30 (1), p. 121-125.
- Peters, B.**, 2016, *How Not to Network a Nation. The Uneasy History of the Soviet Internet*, Cambridge (MA), MIT Press.
- Pinsky, A.** (dir.), 2018, *Posle Stalina. Pozdnesovetskaya sub"yektivnost' (1953-1985): sbornik statey*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Yevropeyskogo universiteta v Sankt-Peterburge.
- Pipes, R.**, 2015, *Alexander Yakovlev. The Man Whose Ideas Delivered Russia from Communism*, DeKalb (IL), Northern Illinois University Press.
- Platt, J.**, 1998, *A Brief History of the ISA, 1948-1997*, Montréal, International Sociological Association.
- Pollak, M.**, 1979, « Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 25, p. 45-59.
- Pougatcheva, M.**, 2011, « Vtoraya nauka ili "igra v biser". Seminarskoye dvizheniye v sotsiologii 1960-1970-kh godov », *Novoye literaturnoye obozreniye*, 111, p. 67-75.
- Pudal, B.**, 2009, « Crises et contestations des années 1960-1970. Peut-on comparer ? », dans Dramé, P., Lamarre, J. (dir.), 1968. *Des sociétés en crise : une perspective globale*, Laval, Presses de l'Université Laval, p. 63-87.
- Rey, M.-P.**, 1991, *La tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Rindzevičiūtė, E.**, 2016, *The Power of Systems. How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, Cornell University Press.
- Rindzevičiūtė, E.**, 2019, « Systems Analysis as Infrastructural Knowledge. Scientific Expertise and Dissensus under State Socialism », *History of Political Economy*, 51 (S1), p. 204-227.
- Rindzevičiūtė, E.**, 2020, « Soviet Policy Sciences and Earth System Governmentality », *Modern Intellectual History*, 17 (1), p. 179-208.

- Riska-Campbell**, L., 2011, *Bridging East and West. The Establishment of the International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) in the United States Foreign Policy of Bridge Building, 1964-1972*, Helsinki, Finnish Society of Science and Letters.
- Rupprecht**, T., 2017 [2015], *Soviet Internationalism after Stalin. Interaction and Exchange between the USSR and Latin America during the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Schattenberg**, S., 2013, « Les frontières du dicible. Du dialogue au silence. Les relations d'Andreï Saharov avec Hruščev et Brežnev », traduit de l'allemand par Bégou, G., *Cahiers du monde russe*, 54 (3-4), p. 441-466.
- Sériot**, P. (dir.), 2003, « Le discours de la langue en URSS à l'époque stalinienne (épistémologie, philosophie, idéologie) », *Cahiers de l'ILSL*, 14.
- Sidorova**, L., 1997, *Ottepel' v istoricheskoy nauke*, Moscou, Pamyatniki istoricheskoy myslj.
- Siegelbaum**, L. H., 1990, « Okhrana Truda. Industrial Hygiene, Psychotechnics, and Industrialization in the USSR », dans Gross Solomon, S., Hutchinson, J. F. (dir.), *Health and Society in Revolutionary Russia*, Bloomington, Indiana University Press.
- Sigman**, C., 2009, *Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion sans dissidence*, Paris, Éditions Karthala.
- Skovajsa**, M., **Balon**, J., 2017, *Sociology in Czech Republic. Between East and West*, Londres, Palgrave Macmillan.
- Slezkine**, Yu., 1996, « N. Ia Marr and the National Origins of Soviet Ethnogenetics », *Slavic Review*, 55 (4), p. 826-862.
- Stanziani**, A., 1998, *L'économie en révolution. Le cas russe, 1870-1930*, Paris, Albin Michel.
- Stensrud**, I., 2014, « "Soft Power" Deployed. Ford Foundation's Fellowship Programs in Communist Eastern Europe in the 1950s and 1960s », *Monde(s)*, 6, p. 111-128.
- Szelenyi**, I., 1978, « La position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés sociales d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 22, p. 61-74.
- Tatarchenko**, K., 2019, « Thinking Algorithmically. From Cold War Computer Science to the Socialist Information Culture », *Historical Studies in the Natural Sciences*, 49 (2), p. 194-225.
- Tchoudinov**, A., 2014, « France-Russie: "rencontres du troisième type" dans l'historiographie de l'Ancien Régime et de la Révolution », dans Aberdam, S., Tchoudinov, A. (dir.), *Écrire l'histoire par temps de guerre froide*, op. cit., p. 21-27.
- Tikhonov**, V., 2016, *Ideologičeskije kampanii « pozdnego stalinizma » i sovetskaja istoričeskaja nauka (seredina 1940-kh – 1953 g.)*, Moscou/Saint-Petersbourg, Nestor-Istoriya.
- Tipps**, D. C., « Modernization Theory and the Comparative Study of Societies. A Critical Perspective », *Comparative Studies in Society and History*, 15 (2), p. 199-226.
- Titarenko**, L., **Zdravomyslova**, E., 2017, *Sociology in Russia. A Brief History*, Cham (Suisse), Springer International Publishing.
- Tolz**, V., 1997, *Russian Academicians and the Revolution. Combining Professionalism and Politics*, Londres, Palgrave Macmillan.
- Verdery**, K., **Faure**, J., 2011, « Les échanges universitaires, la logique de bloc et l'esprit de guerre froide », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 109, p. 201-212.
- Volgin**, V. P., **Gordon**, G. O., **Luppold**, I. K. (dir.), 1928, *Obščestvennyye nauki SSSR, 1917-1927 : sbornik*, Moscou, Rabotnik prosvěščeniya (izdatel'stvo).
- Yenko**, P., **Saint-Martin** (de), M., 2017, « Quelles contributions des élites "rouges" au façonnement des États post-coloniaux ? », *Cahiers d'études africaines*, 226, p. 231-258.
- Zapata**, R., 1983, *Luttes philosophiques en URSS, 1922-1931*, Paris, Presses universitaires de France.

Zazzo, R., 1989, « Vygotsky (1896-1934) », *Enfance*, 42 (1-2), p. 3-9.

Zhuk, S. I., 2013, « "Academic Détente". IREX Files, Academic Reports, and "American" Adventures of Soviet Americanists during the Brezhnev Era », *Cahiers du monde russe*, 54 (1-2), p. 297-328.

Zhuk, S. I., 2017, *Nikolai Bolkhovitinov and American Studies in the USSR. People's Diplomacy in the Cold War*, Lanham, Lexington Books.

Zubok, V. M., 2007, *A Failed Empire. The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.